

RAPPORT ANNUEL

2023





RAPPORT ANNUEL

2023

CONTENU

1	INTRODUCTION	1
2	ORGANICITÉ - FONCTIONNEMENT INTERNE	3
	2.1. "30 ans de partage des luttes pour semer l'espoir" : Célébration d'un héritage de lutte et d'espoir.....	3
	2.2. 8ième Conférence internationale	4
	2.3. Fonctionnement régional	5
	2.4. Collectifs de travail transversaux :	6
3	DES COLLECTIFS DE TRAVAIL ET DES ARTICULATIONS AU SERVICE DE NOS MOBILISATIONS ET DU TRAVAIL INSTITUTIONNEL	9
	3.1. Articulation des jeunes : Unité dans la diversité, les jeunes paysan·nes changent le monde !	9
	3.2. Articulation des femmes : Le féminisme paysan en marche	10
	3.3. Première rencontre internationale des diversités de genre	11
	3.4. Collectifs de travail thématiques :	12
	3.4.1. Politiques publiques, souveraineté alimentaire et processus de Rome :	12
	3.4.2. Collectif pour les droits des paysan·nes : Une année victorieuse pour les droits des paysan·nes.	14
	3.4.3. Justice environnementale et climatique	15
	3.4.4. Terre, eau, territoire et contre les multinationales : vers une nouvelle conférence internationale sur la réforme agraire et le droit à la terre pour refroidir la planète	16
	3.4.5. Agroécologie, semences paysannes et biodiversité	18
	3.4.6. Migration et travailleur·euses salarié·es	19
	3.4.7. Collectif sur le commerce : Mettre fin à l'OMC, construire un cadre commercial alternatif basé sur la souveraineté alimentaire.....	21
4	SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	23
	4.1. Pour la paix et la solidarité	23
	4.2. Processus de paix en Colombie.....	23
	4.3. La Via Campesina active un processus urgent de soutien au peuple palestinien.....	24
	4.4. Mission de solidarité internationale en Haïti : Contre le néocolonialisme et pour la solution haïtienne.....	25
	4.5. Solidarité face aux catastrophes naturelles et celles causées par le changement climatique	26
5	TOURNE·ES VERS L'AVENIR	27

1

INTRODUCTION

“Solidarité et résistance face à la crise mondiale, vers la 8ième Conférence”.

L'année 2023 a été une étape très importante pour La Via Campesina, puisque nous avons pu célébrer la 8ième Conférence Internationale de notre mouvement. Après l'épreuve qu'a représentée l'épidémie de COVID pour les organisations paysannes, il était essentiel que nous nous réunissions pour renforcer l'unité du mouvement paysan et définir notre stratégie commune pour les années à venir. Tout au long de 2023, toutes nos journées d'action internationales ont permis de nous préparer collectivement à notre conférence internationale. Après une pause de six ans due à la pandémie de COVID-19, plus de 500 délégué·es d'organisations membres et alliées se sont réuni·es à Bogota, en Colombie, du 1er au 8 décembre de l'année dernière. Le succès qu'a représenté pour nous cette conférence internationale nous remplit d'espoir et de force pour affronter les nombreux et difficiles défis à venir.

En dehors des préparatifs de la 8ième Conférence, l'action de La Via Campesina a été particulièrement axée sur la solidarité avec nos organisations membres confrontées à des situations de répression, de catastrophe naturelle, de guerre ou de coup d'État. Nous nous sommes mobilisé·es en soutien aux communautés paysannes confrontées à des tremblements de terre en Turquie, au Népal et au Maroc. Nous avons soutenu les organisations paysannes au Pérou, en France et au Sri Lanka contre la criminalisation et la répression de leurs mobilisations. Nous avons soutenu les paysan·nes d'Haïti et du Niger face aux tentatives de déstabilisation liées à l'impérialisme. Enfin, nous sommes mobilisé·es chaque jour aux côtés de nos camarades palestinien·nes pour dénoncer le génocide du peuple de Gaza et appeler les gouvernements à agir pour la libération du peuple palestinien. Cette solidarité est un axe essentiel de l'action de la Via Campesina. Ensemble, nous sommes plus fort·es pour résister.

Les deux années du COVID-19 ont permis à quelques pays riches et aux entreprises multinationales de tenter de s'emparer de l'espace critique de la

gouvernance alimentaire mondiale pour servir leurs intérêts. Ce fut le cas avec le Sommet des Nations unies sur le système alimentaire (UN FSS) organisé fin 2021. La levée des restrictions du COVID en 2022 nous a permis, à nous les paysan·nes et à nos allié·es, de nous opposer à cet agenda. Nous continuons à nous engager dans les processus de Rome pour exiger de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques publiques qui garantissent de nouvelles relations entre ceux et celles qui produisent les aliments et celles et ceux qui les consomment, ceux et celles qui vivent dans les zones rurales et urbaines. Nous continuons de nous battre pour garantir des prix équitables, générant ainsi un revenu décent pour toutes celles et ceux qui produisent dans les campagnes tout en préservant un accès équitable à des aliments sains pour les consommateurs·rices. C'est pourquoi, avec nos allié·es, nous convoquons le Forum mondial de Nyéléni en 2025 pour continuer à construire des alliances populaires autour de la souveraineté alimentaire et pour avancer vers une gouvernance alimentaire basée sur les personnes, et non sur les sociétés multinationales.

En 2023, La Via Campesina, en collaboration avec ses allié·es (CETIM et FIAN International), s'est concentrée sur la conclusion d'une dernière étape importante dans la mise en œuvre cruciale de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·nes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP), en demandant la mise en place du mécanisme de suivi de l'ONU. Une fois de plus, avec les restrictions du COVID derrière nous, les délégué·es paysan·nes se sont rendu·es à Genève, siège du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, pour faire pression sur les États membres et plaider en faveur du mécanisme. Nos efforts ont été récompensés en octobre, près de cinq ans après l'adoption de l'UNDROP par l'Assemblée générale des Nations unies en 2018, lorsque le Conseil des droits de l'homme a adopté une résolution visant à créer ce groupe de travail.

En 2023, le mouvement a organisé de nombreuses formations virtuelles et présentielles : formation virtuelle de formateurs sur l'UNDROP au niveau mondial en août, formation présentielle des délégué·es africain·es à l'UNDROP en mai à Harare (Zimbabwe), formation à la communication pour les secrétariats régionaux en Turquie et première école internationale des femmes en mars à Maputo (Mozambique).

Après 30 ans d'existence et la reconnaissance croissante des paysan·nes en tant que sujets politiques, nous continuons à construire un mouvement plus fort et plus grand. Lors de la 8ième conférence internationale, nous avons célébré l'incorporation de la dixième région de La Via Campesina, la région arabe et Afrique du Nord (ArNA), la création d'une articulation internationale des diversités et l'augmentation de la participation et de la représentation des jeunes dans les espaces de prise de décision politique.

Par ailleurs, le mouvement paysan, en collaboration avec ses allié·es, a commencé à travailler pour changer radicalement l'ordre commercial international. Nous sommes convaincu·es qu'il est temps de remplacer l'Organisation mondiale du commerce par un nouveau cadre mondial pour le commerce et l'agriculture, basé sur la souveraineté alimentaire, la coopération et la solidarité.

"Uni·es dans la diversité, nous continuons à nous organiser, à nous mobiliser et à marcher pour assurer un avenir à l'humanité !"

2 ORGANICITÉ - FONCTIONNEMENT INTERNE

2.1 “30 ans de partage des luttes pour semer l'espoir” : Célébration d'un héritage de lutte et d'espoir

“Notre rôle est crucial, l'avenir de l'humanité est lié à l'avenir de l'agriculture.”

Il y a trois décennies, en 1993, à Mons, en Belgique, La Via Campesina s'est constituée pour faire entendre la voix des paysan·nes du monde. Le 15 mai 2023, certains des pionnier·es et des dirigeant·es actuel·es se sont réuni·es, dans le même hôtel de ville de Mons, pour célébrer le 30^{ième} anniversaire et réfléchir au chemin parcouru et à l'avenir du mouvement. Plus qu'un événement, la célébration a été un témoignage de la résistance et de la solidarité qui définissent la Via Campesina.

Encadré 1 : Faits marquants de la célébration

Après 30 ans, Paul Nicholson, d'Espagne, a souligné l'unité du mouvement contre le néolibéralisme. Pancha Rodriguez du Chili a célébré le rôle pionnier des femmes dans l'agriculture et la lutte. Henry Saragih, d'Indonésie, a rappelé l'alternative paysanne face à la crise. Elizabeth Mpofu, du Zimbabwe, a souligné l'impact du mouvement en Afrique. Des leaders tels que Hortense Kikodila du Congo, Anuka Desilva du Sri Lanka et Morgan Ody de France ont parlé du rôle du mouvement, de ses réalisations et des défis auxquels il est confronté.



Affiche officielle pour la cérémonie de commémoration des 30 ans de la Via Campesina; à Mons Belgique. (Artiste :Elodie Garbé)

2.2 / 8^{ème} Conférence internationale

« *Face aux crises mondiales, nous construisons la souveraineté alimentaire pour assurer un avenir à l'humanité !* »

La 8^{ème} Conférence, comme les précédentes, a été un espace important de réunion, d'articulation et de célébration, d'analyse des défis, de construction d'alternatives et de renouvellement de l'engagement du mouvement dans la lutte pour un monde différent, pour la terre, le territoire et la souveraineté alimentaire, la paix, la justice et la dignité pour les peuples (voir encadré 2). La conférence internationale a débuté par une puissante mystica d'ouverture, des discours de bienvenue prononcés par les organisations hôtes et la région, ainsi que par la présentation et l'accueil des nouvelles organisations du monde entier qui rejoignent La Via Campesina. Les dirigeant·es de chaque continent ont ensuite présenté en séance plénière une analyse du contexte international du point de vue de chacune de leurs régions. Le débat s'est poursuivi le lendemain avec deux tables rondes : "Face aux crises mondiales, nous construisons la souveraineté alimentaire pour assurer un avenir à l'humanité" et "Construire des alliances pour la souveraineté alimentaire et Nyeleni". Au cours de la conférence, une attention particulière a été accordée à nos allié·es (mouvements sociaux, ONG, universitaires et bailleurs de fonds) : ils ont identifié différents axes pour soutenir le mouvement paysan et réaffirmer leur engagement envers une cause commune.

Encadré 2. Points forts de la 8^{ème} conférence

Célébration du 30^{ème} anniversaire

La conférence était le cadre idéal pour célébrer les 30 ans de La Via Campesina, et ceci a imprégné l'ensemble de l'événement. La conférence s'est ouverte sur une table ronde avec des leaders historiques sur les défis, les luttes historiques et les transformations que la Via Campesina a promues dans le monde. Revivre l'histoire et des réalisations du mouvement a rempli la salle d'émotion, de fierté et d'un sentiment d'appartenance.

Première réunion sur les diversités et création de l'articulation internationale des diversités

La première rencontre de la Via Campesina sur la diversité des genres a été un moment historique pour le mouvement. La réunion a débuté par une puissante mystica sous la devise "Les diversités sont au cœur de la souveraineté alimentaire dans tous les territoires !" La réunion s'est conclue par le lancement officiel d'une articulation internationale des diversités.

Première réunion des hommes contre le patriarcat

Les hommes de La Via Campesina ont renouvelé leur engagement dans la lutte contre le patriarcat au sein du mouvement. L'espace des hommes contre le patriarcat a été ponctué de réflexions dénonçant la domination des corps et des vies par les systèmes complexes et entremêlés du patriarcat, du capitalisme, du racisme et de l'hégémonie de classe.

La région ArNA est officiellement reconnue. Solidarité avec la Palestine !

La région ArNA a été formellement acceptée et reconnue comme la 10^{ème} région de La Via Campesina. Pendant toutes les journées de la conférence, la solidarité avec la Palestine a résonné !

Espace des enfants

Pour la première fois lors d'une conférence de La Via Campesina, un espace permanent a été réservé exclusivement aux enfants des paysan·nes. Un groupe de 15 enfants âgé·es de 2 à 12 ans a participé à des activités ludiques, créatives et plastiques liées aux luttes pour la souveraineté alimentaire. Les enfants ont été les co-protagonistes de la journée de clôture, où ils ont présenté un spectacle à la plénière avec des chansons, des peintures et une pièce de théâtre avec des marionnettes, entre autres créations artistiques.

Brigade de soins collectifs

Une autre innovation a été la création d'une brigade de soins collectifs, chargée de veiller au strict respect de la politique de tolérance zéro en matière de harcèlement, de violence à l'égard des femmes et de discrimination dans les espaces du mouvement. Grâce à un bon travail politique avec les régions et à la présence permanente de la brigade, des situations inappropriées ont pu être stoppées ou évitées avec succès.

Augmentation de la représentation des jeunes dans les instances dirigeantes politiques

La conférence a approuvé la proposition des jeunes de passer d'une représentation continentale (4 membres) à une représentation régionale (10 membres) des jeunes au sein de la CCI.

Le dernier jour de la conférence, le plan d'action 2024+ a été adopté en séance plénière. Une déclaration finale et un résumé des déclarations de solidarité avec les différentes luttes et peuples du monde ont été lus. Le mystica de clôture comprenait l'annonce du lieu de la 9^{ème} Conférence internationale en Afrique et la présentation des nouveaux membres du Comité de Coordination International. La conférence s'est terminée par un appel à la paix en Colombie et une célébration de l'énorme succès logistique, organisationnel et politique de l'unité dans la diversité réalisés au cours de cette conférence.



La nouvelle génération de La Via Campesina présentant le slogan de la 8^{ème} Conférence Internationale

2.3 Fonctionnement régional

En Turquie, une importante session de formation pour tous les secrétariats régionaux a eu lieu en février 2023. Cette formation, à la fois technique et politique, a permis d'actualiser les discussions sur la situation de l'autonomie financière des régions, de convenir des procédures et méthodologies de travail conjoint entre les niveaux régionaux et le secrétariat opérationnel international, notamment pour le processus de collecte et de mise en œuvre des fonds.

Signe d'une coordination de plus en plus efficace entre les différents niveaux de La Via Campesina, 27 activités régionales ont été réalisées au cours de l'année 2023, avec le soutien et l'accompagnement du secrétariat opérationnel international (appui à la recherche de ressources pour développer les agendas politiques des régions). Ces activités s'ajoutent au grand nombre d'actions et de processus menés par chacune des régions avec les fonds qu'elles gèrent directement et les contributions des organisations membres.



2.4 Collectifs de travail transversaux :

a) Travailler ensemble à l'autonomie financière du mouvement

“La construction de l'autonomie financière est une priorité pour la Via Campesina et une tâche collective.”

La Via Campesina a progressé dans la mise en œuvre de sa stratégie financière, avec l'engagement et la participation des niveaux régional et international.

Fonctionnement interne, analyse des lignes politiques et des stratégies du collectif pour l'autonomie financière

2023 a été une année de mise en œuvre de la stratégie que le collectif pour l'autonomie financière a construite de manière participative au cours des dernières années. Le fait de parvenir à garantir les fonds pour couvrir le budget de la 8^{ème} Conférence a confirmé le succès de la méthodologie de travail conçue par le collectif et dont les principes de base sont décrits dans l'encadré ci-dessous. (voir encadré 3).

Encadré 3 : Les 4 principes de la stratégie financière de La Via Campesina

- Autonomie : garantir l'indépendance du mouvement et son droit à agir conformément à nos objectifs.
- Transparence : Promouvoir la coopération et les synergies entre les groupes membres, les régions et les autres structures du mouvement et éviter la concurrence.
- Solidarité : garantir que toutes les structures du mouvement ont accès aux ressources nécessaires à leur fonctionnement de base.
- L'attention à la fois pour l'utilisation des ressources du mouvement et pour le bien-être des personnes au sein du mouvement.

Pour un événement de l'ampleur de la 8^{ème} conférence, et suivant un engagement qui existe depuis la naissance du mouvement, les organisations membres et les régions ont pris l'engagement politique de contribuer au financement de la conférence.

La mobilisation des ressources pour la conférence a été un succès, assurant la participation de tous les délégué·es attendu·es grâce à une contribution financière significative des régions et des organisations nationales, qui a couvert l'ensemble du budget de l'événement. Si la conférence a absorbé une grande partie du travail du collectif, les autres processus clés de la stratégie d'autonomie financière, tels que la formation, les relations avec les donateur·rices et les

allié·es, les discussions politiques en cours concernant la prise de décision, n'ont pas été négligés.

De plus, en articulation avec d'autres mouvements sociaux mondiaux, nous voulons construire un espace de formation et de réflexion collective en particulier sur la philanthropie, et sur la façon dont les mouvements, avec leur propre stratégie, pourraient entrer en dialogue avec les donateur·rices et les fondations afin que ces dernier·ères comprennent l'importance et l'impact de travailler directement avec les mouvements sociaux mondiaux. (Certaines fondations gèrent beaucoup de ressources financières, mais généralement elles les allouent davantage aux ONG et non à nos mouvements).

Dans la phase suivante, et sur la base du nouveau plan d'action défini lors de la 8^{ème} Conférence, il nous appartient, en tant que mouvement, de poursuivre le travail d'autonomie financière, en donnant la priorité aux processus d'accompagnement et de coordination politique pour parvenir à une plus grande autonomie financière des régions afin qu'elles puissent mettre en œuvre leurs plans politiques. Les échanges avec les donateur·rices et les bailleurs de fonds, ainsi que la formation continue resteront aussi une priorité de travail de ce collectif.

b) Collectif de communication de La Via Campesina

La consolidation du collectif de communication de la Via Campesina, les journées d'action internationales et l'engagement à élaborer une stratégie de communication globale ont été les priorités politiques du collectif en 2023.

Tout au long de l'année, le collectif Communication a promu l'organisation de la 8^{ème} conférence internationale lors des plus importantes journées d'action internationales (17 avril - Journée internationale des luttes paysannes), et 16 octobre (Journée mondiale d'action pour la souveraineté alimentaire et contre les entreprises multinationales) ainsi que dans tous les autres événements mondiaux et régionaux organisés par le mouvement. Après la pandémie, le collectif a renforcé sa dynamique organique en organisant des réunions virtuelles continues pour suivre les besoins de communication du mouvement.

En plus de la réunion des secrétariats régionaux auquel des membres du collectif ont participé, le collectif a bénéficié d'une formation technique en présentiel. Depuis sa création lors de la 7^{ème} conférence internationale de la Via Campesina, le collectif de communication a progressé dans la formation et le renforcement des capacités des dirigeant·es paysan·nes dans les domaines techniques de la communication, des médias et des campagnes (voir l'encadré 4 ci-dessous).

Encadré 4 : Quelques initiatives régionales de communication.

Au niveau régional, il faut noter les processus de formation promus par des membres tels que la CLOC- La Via Campesina (Coordination latino-américaine des organisations rurales de la Via Campesina), par le biais de son école de communication, qui a réalisé en 2023 une série de formations virtuelles, en particulier celles visant à consolider le processus de communication en vue de la 8^{ème} conférence internationale de la Via Campesina.

Il convient également de souligner les efforts déployés par la région Afrique de l'Ouest et du Centre pour dispenser une formation présentielle aux paysan·nes de plusieurs pays sur des outils de communication, au service de la défense de la souveraineté alimentaire et de la promotion de l'agroécologie paysanne.

c) Processus formatifs dans La Via Campesina. Les luttes, maïeutique des processus formatifs

“L'éducation est essentielle pour interpréter le présent et l'avenir dans une perspective historique. Le changement ne vient pas de formes intellectuelles de conscience, mais du mouvement de l'histoire, des actions et des contradictions et, surtout, de la capacité à unir les esprits et les cœurs autour d'un projet émancipateur.”

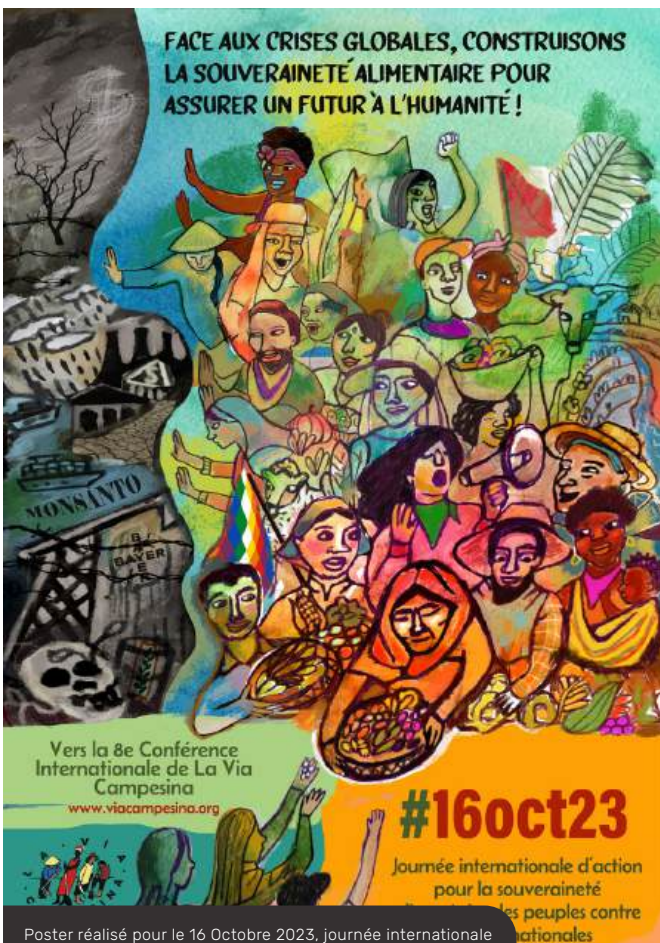
En 2023, le collectif formation s'est concentré sur la construction de la 8^{ème} conférence internationale. Le collectif a organisé plusieurs espaces de formation politique, dans le but de créer des espaces critiques de réflexion. Le but était de mobiliser les régions, pour qu'elles contribuent aux débats et aux propositions élaborées pour la 8^{ème} conférence.

Planter des graines : Documents préparatoires à la 8^{ème} conférence

Dans le cadre de la 8^{ème} Conférence, une série de documents a été écrite pour aider les délégué·es à contribuer à la construction de l'analyse par le mouvement du contexte international, de l'état de la lutte pour la souveraineté alimentaire, de la lutte féministe, de la conquête des droits paysans, ainsi qu'un certain nombre de questions émergentes telles que la lutte contre le racisme ou la diversité des genres.

Contre le discours sur l'agriculture technologique

L'importance des systèmes alimentaires est aujourd'hui de plus en plus reconnue. Des études récentes montrent que l'agriculture commerciale et les changements d'affectation des sols qui en découlent contribuent fortement au changement climatique. En réaction, les entreprises et les philanthropes investissent des milliards de dollars dans des initiatives destinées à nous faire progresser vers un avenir plus durable. Mais ces initiatives ne se concentrent pas sur l'abandon de l'agriculture dépendante des combustibles fossiles, ni sur l'amélioration de la répartition du pouvoir et de la prise de décision (gouvernance). Au contraire, elles donnent la priorité au développement et à l'application de nouvelles technologies agro-industrielles qui ont un très fort potentiel de rentabilité. Cependant, ces technologies et la gouvernance d'entreprise qui les accompagne posent des risques majeurs pour la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et l'autonomie paysanne.



Poster réalisé pour le 16 Octobre 2023, journée internationale d'action pour la souveraineté alimentaire des peuples et contre les multinationales

L'essor des technologies agricoles de pointe, englobées dans le concept d'ag-tech, représente un défi majeur pour les mouvements qui luttent pour la souveraineté alimentaire dans le monde entier. C'est pourquoi, avec nos alliés du groupe ETC, nous avons travaillé sur un processus de construction d'un contre-récit de l'agriculture technologique. De mai à juillet 2023, La Via Campesina, avec le soutien de ses alliés du groupe ETC et de Growing Culture, a organisé un processus de formation virtuelle sur les contre-récits dans l'agriculture technologique, intitulé "Des gènes au web". Une trentaine de personnes issues des différentes régions de La Via Campesina ont participé à 4 sessions virtuelles de formation.

Nous avons eu deux sessions d'analyse narrative: l'une basée sur les outils de l'analyse narrative et l'autre sur l'analyse des récits de nos opposant·es. Le deuxième bloc était axé sur la création de nos propres récits, nous avons donc analysé le pouvoir narratif des médias, comment créer nos propres récits et comment renforcer nos récits. Cette réflexion et cette construction collectives ont abouti à la publication des brochures "L'autonomie face à la technologie" et "La politique de la technologie".

Renforcer la mise en œuvre de la déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·nes et autres personnes travaillant dans les zones rurales

En août, La Via Campesina et le CETIM ont organisé une formation de formateur·rices sur la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·nes et autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP). Chaque région a assuré la participation de deux délégué·es, l'équilibre entre les genres et les générations a été garanti. Les membres de La Via Campesina en Afrique ont organisé une formation à l'échelle du continent en mai (à Harare, au Zimbabwe). Cette formation a également bénéficié aux membres de l'articulation africaine des jeunes, qui ont tenu leur réunion au même moment. Plus tard, en août 2023, une formation virtuelle a été organisée sur une période de deux semaines. La formation en ligne s'est appuyée sur des supports de formation interactifs (y compris des supports audiovisuels). Les sessions ont couvert l'histoire et le processus qui a conduit à l'adoption de l'UNDROP, les droits clés dans la Déclaration des Nations unies, des cas concrets de violations des droits des paysan·nes, et les outils et la mise en œuvre de l'UNDROP. Nos membres ont participé activement et seront, nous l'espérons, en mesure de reproduire la formation à leur niveau national et/ou régional.



Troisième séminaire sur la diversité sexuelle et de genre organisé par La Via Campesina Brésil. (MST - La Via Campesina)

Comprendre la diversité sexuelle et de genre : égalité et justice pour les LGBTI+

Du 14 au 27 septembre, le IIIe séminaire sur la diversité LGBTI+ s'est tenu au Brésil, avec une participation internationale de la région sud-américaine et des représentant·es d'autres régions de La Via Campesina. L'aspect international du séminaire s'est concentré sur la compréhension du fait que le respect de la diversité sexuelle et de genre transcende les frontières géographiques et culturelles. Les luttes pour l'égalité et la justice pour la communauté LGBTI+ sont universelles, et La Via Campesina s'est consolidée en tant qu'espace où ces luttes peuvent être connectées et renforcées.

Brigade de soins collectifs

Dans le cadre de la politique de La Via Campesina visant à promouvoir un comportement respectueux et une protection contre le harcèlement sexuel, l'exploitation, les abus et les discriminations de toute nature, le mouvement a organisé deux formations pour former une brigade de soins collectifs pendant la 8ième conférence. En octobre, deux formations virtuelles ont été organisées. L'une visait à former la brigade, avec des délégué·es des différentes régions, afin qu'ils deviennent des références en matière de résolution de conflits et qu'ils contribuent à construire un espace exempt de toute forme de harcèlement lors de la conférence. Une autre session de formation était axée sur la prévention du harcèlement et de toutes les formes de discrimination. La formation a été organisée avec le groupe Egaé, une agence française de conseil, de formation et de communication spécialisée dans l'égalité des genres, la lutte contre les discriminations, la diversité et la prévention des violences sexistes et sexuelles.

3

DES COLLECTIFS DE TRAVAIL ET DES ARTICULATIONS AU SERVICE DE NOS MOBILISATIONS ET DU TRAVAIL INSTITUTIONNEL

3.1 / Articulation des jeunes : Unité dans la diversité, les jeunes paysan·nes changent le monde !

“Nous ne nous contentons pas de résister. Nous sommes ici ensemble, outils en main, prêt·es à façonner notre avenir commun.”

En 2023, l’articulation des jeunes de La Via Campesina a été très dynamique (voir encadré 5). L’année a commencé par une participation active au Forum des jeunes agriculteur·rices en Allemagne, où nous avons exprimé nos préoccupations concernant la domination des entreprises sur les politiques agricoles et le soutien insuffisant apporté au CSA (Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale) et au MSCPA (Mécanisme de la Société Civile et des Peuples Autochtones) dans leur quête de systèmes alimentaires durables. Le Forum des jeunes agriculteur·rices à Berlin fait partie du « Forum mondial pour l’alimentation et l’agriculture » (GFFA), une conférence internationale sur les systèmes alimentaires mondiaux organisée par le ministère allemand de l’alimentation et de l’agriculture, qui réunit chaque année à Berlin quelques 70 ministres de l’agriculture.

Encadré 5 : Activités régionales de l’articulation des jeunes

En Afrique, le rassemblement de la jeunesse africaine qui s’est tenu au Zimbabwe en mai 2023 a produit des [recommandations](#) exhortant les gouvernements africains à lever les restrictions d’accès à la terre et à soutenir la transition agroécologique afin d’autonomiser les communautés paysannes.

En Asie, en juillet 2023, la réunion des jeunes de la Via Campesina au Népal s’est concentrée sur l’innovation et le changement en agriculture. L’action des jeunes a abouti à un [engagement ministériel](#) de promulguer une législation en faveur de la souveraineté alimentaire. Au Sri Lanka, la jeunesse a participé activement au forum national sur l’agroécologie. En Thaïlande et en Indonésie, les jeunes ont organisé une série de formations sur l’agroécologie, qui ont abouti à une réunion régionale à Surin, en Thaïlande. Les jeunes membres thaïlandais travaillent en particulier sur le rejet des politiques de crédit carbone en tant que menace pour la souveraineté alimentaire et les droits des paysan·nes.

En Europe, la Coordination Jeunesse a publié une étude sur les [conditions de travail des jeunes agriculteur·rices](#) et a souligné l’importance de l’UNDROP.

En Amérique latine, des jeunes se sont [réunis en République dominicaine](#) en août 2023 pour réfléchir à la communication et participer à un camp avec des organisations de jeunesse alliées.

Au niveau international, les jeunes ont été très actif·ves dans les formations virtuelles de l’UNDROP (organisées en août 2023). Ils réaffirment leur engagement envers le mouvement en assumant de nouvelles responsabilités avec l’inclusion de 10 représentant·es (1 par région) dans le nouveau CCI.

A l’approche de notre Vième assemblée des jeunes lors de la 8ième conférence internationale de La Via Campesina, l’articulation des jeunes a vu une augmentation progressive de la participation de ses membres. Tout au long de l’année, une série de réunions régionales et mondiales, à la fois virtuelles et présentes, ont été organisées pour renforcer l’articulation, identifier les défis communs auxquels sont confrontés les jeunes ruraux, proposer des solutions viables et jeter les bases d’un plan d’action quadriennal complet.

L’assemblée mondiale de Banten, en Indonésie, qui s’est tenue du 29 mai au 2 juin, a été un événement clé de l’année 2023. Ce rassemblement, auquel ont participé près d’une centaine de délégué·es de toutes les régions, a permis aux jeunes de formuler la première version du plan d’action 2024-2028. Au cours de cette réunion, des groupes de travail ont été mis en place pour développer le programme, les stratégies de communication, la méthodologie et l’atmosphère générale de la Vième assemblée des jeunes. Le processus s’est poursuivi de mai à décembre par le biais de réunions virtuelles de groupes de travail, d’assemblées régionales et

d'une pré-assemblée mondiale en novembre 2023, au cours de laquelle le plan d'action, l'ordre du jour, la méthodologie et l'atmosphère de l'assemblée ont été ratifiées collectivement. La Vième assemblée de l'articulation des jeunes de la Via Campesina s'est réunie le 1er décembre 2023 à Bogota, en Colombie.

Les membres du CCI ont présenté une analyse concise de la situation actuelle, en passant en revue le travail de la coordination de l'articulation depuis la 7ème Conférence à Derio, au Pays Basque, en 2017, jusqu'à aujourd'hui.



Photos de la réunion de l'articulation des jeunes organisée à Banten, Indonésie en 2023

3.2 / Articulation des femmes : Le féminisme paysan en mouvement

“Avec conviction, nous ouvrons la voie au féminisme paysan et populaire, à la construction de la souveraineté alimentaire et à la lutte contre les crises et la violence”.

En 2023, la tâche principale a été la réalisation de la Vlième assemblée internationale des femmes, pour laquelle il y a eu plusieurs espaces préparatoires, tels que la 1ière école internationale des femmes qui s'est tenue au Mozambique en mars 2023. De même, les journées d'action du 8 mars et du 25 novembre ont permis de présenter nos principales lignes politiques, réflexions et propositions, tant pour l'assemblée que pour la conférence dans son ensemble.

1ière école internationale des femmes de La Via Campesina

La réalisation de la première école internationale des femmes de la Via Campesina est un objectif du mouvement depuis plusieurs années, mais n'a pas pu être réalisé en raison de la pandémie de COVID 19. Du 7 au 14 mars 2023, 68 femmes des 10 régions dumouvement et de 39 pays se sont réunies au Mozambique autour de nombreux échanges

d'expériences, d'apprentissage et de diversité culturelle. Le défi consistait à assurer l'interprétation en 9 langues (portugais, anglais, français, espagnol, arabe, thaï, bahasa indonésien, coréen et népalais). Un équilibre générationnel a été atteint, les délégués étant des femmes âgées de 23 à 77 ans. L'école a permis d'approfondir la signification du féminisme paysan et populaire dans les territoires, d'évaluer la campagne « Stop à la violence faite aux femmes » et de définir des stratégies communes. Il a été décidé d'organiser des écoles internationales de femmes tous les deux ans et d'organiser des écoles continentales en 2024.

Encadré 6 : Marche des paysannes à Maputo et dans le monde entier pour commémorer le 8 Mars 2023

Au cours du mois de mars, les femmes paysannes et indigènes d'Asie, d'Afrique, d'Europe et des Amériques ont organisé de nombreuses actions de solidarité, des événements, des manifestations et d'autres processus sur leurs territoires dans le cadre de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes (#8M23). Par le biais d'une [galerie virtuelle](#). La Via Campesina a documenté au moins 68 actions qui ont eu lieu dans différents coins du monde. Ces actions de solidarité du mois de mars ont affirmé que le féminisme paysan et populaire est militant et anti-systémique, en opposition au système hétéropatriarcal, raciste et colonialiste qui impose diverses formes d'oppression aux peuples et aux communautés.

Viième assemblée internationale des femmes en Colombie

L'Assemblée des femmes est toujours un moment clé dans les conférences internationales de la Via Campesina, car les femmes sont des protagonistes essentielles des différentes luttes, activités et directions politiques du mouvement. Après la première école internationale des femmes et jusqu'en août 2023, les 10 régions du mouvement ont été invitées à organiser des processus de réflexion et d'analyse préparatoires à la Viième assemblée et à la 8ième conférence. L'objectif était que chaque région fasse une intervention pendant l'assemblée.

L'ordre du jour était axé sur le 30ième anniversaire de La Via Campesina, l'identification de la contribution des femmes dans les domaines dans lesquels nous devons aller de l'avant, avec des panélistes historiques tels que Nettie Wiebe d'Amérique du Nord, Francisca Rodriguez d'Amérique du Sud et Anuka Da Silva d'Asie pour l'articulation de la jeunesse. Plus de 180 femmes des 10 régions qui composent la Via Campesina ont assisté et participé à la conférence. L'assemblée s'est conclue par un panel sur la Via Campesina, le féminisme paysan et populaire, la souveraineté alimentaire et la lutte contre la violence. La déclaration finale de l'Assemblée, est disponible sur notre site web.

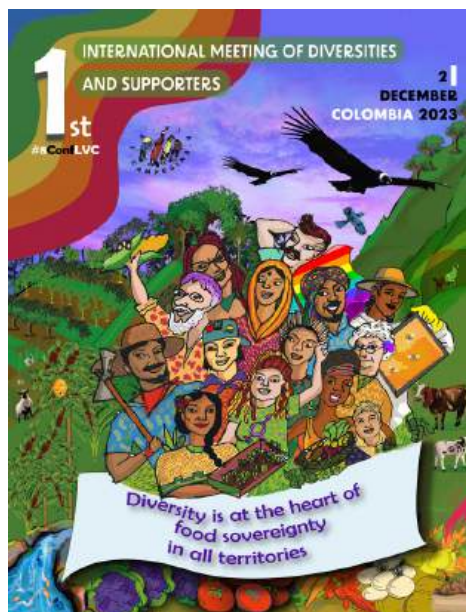


Marche des femmes de la Via Campesina à l'occasion du 8 mars 2023, Maputo, Mozambique.

3.3 Première rencontre internationale des diversités

« *La diversité est au cœur de la souveraineté alimentaire, dans tous les territoires !* »

Résultat d'un processus de réflexion et de construction collective de dix ans, la "première rencontre de la diversité de La Via Campesina" a été un moment historique pour le mouvement. Cette assemblée a donné une vision d'ensemble des processus de diversité dans les différentes régions de la Via Campesina et de leurs contributions aux questions clés de l'agenda commun. La rencontre s'est conclue par le lancement officiel d'une articulation internationale des diversités. Cette nouvelle articulation propose d'inclure les questions de diversité dans l'agenda général de la Via Campesina, afin, comme on peut le lire dans la déclaration publiée lors de la conférence, de "continuer à transformer la façon dont nous entrons en relation les un·es aux autres afin de mettre fin à toute discrimination, tout préjugé et toute forme de violence subie par les personnes d'un genre non conformiste".



Poster officiel de la première rencontre des diversités et de leurs alliés, qui s'est tenue lors de la VIII Conférence de la Via Campesina, à Bogota, le 21 décembre 2023.

3.4 Collectifs de travail thématiques :

3.4.1 Politiques publiques, souveraineté alimentaire et processus de Rome :

Le collectif des politiques publiques a été actif sur plusieurs fronts tout au long de 2023, en particulier dans les espaces internationaux liés à la gouvernance alimentaire mondiale, tels que le mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSCPA) pour le Comité pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA), la Décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale (DNUAF) et la FAO. Nos délégué·es ont contribué à faire entendre dans ces espaces les voix de la base de notre mouvement paysan, en négociant des lignes directrices, en intervenant dans divers événements, en plaidant auprès des gouvernements pour les droits des paysan·nes et pour les droits des peuples à accéder à une alimentation saine et juste.

En 2023, La Via Campesina a continué d'occuper le rôle de deuxième vice-président du Comité directeur international de la décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale (DNUAF). Dans le cadre de ce mandat, entre la fin de 2022 et le début de 2023, La Via Campesina a coordonné une action conjointe impliquant toutes les organisations de producteur·rices actives au sein du comité directeur afin de revitaliser l'engagement des gouvernements membres du comité directeur à participer activement à la décennie et à la soutenir. Le résultat a été une lettre commune diffusée à toutes les missions gouvernementales dans les trois agences basées à Rome.

La conjonction de cette action et du travail politique mené par le secrétariat de la décennie pour l'agriculture familiale a conduit à la désignation de la République Dominicaine comme nouvelle présidente du comité directeur international. Dans cette phase de revitalisation du comité directeur sous nouvelle présidence, La Via Campesina a coorganisé, respectivement en février et mai 2023, les huitième et neuvième réunions du comité directeur et, préalablement, deux réunions avec des organisations d'agriculteur·rices familiaux. Dans le cadre du suivi officiel de la décennie, La Via Campesina a pris part à l'élaboration d'un questionnaire et a coordonné sa distribution par le biais des secrétariats régionaux de La Via Campesina et des organisations de La Via Campesina situées dans les pays où se déroulent les processus de la décennie des Nations unies pour l'agriculture

familiale. Les résultats de ces questionnaires ont contribué à l'exercice de suivi qui a été présenté à l'assemblée générale des Nations unies en octobre 2023.

Des efforts ont également été déployés pour renforcer les liens avec d'autres processus clés, tels que : le comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) en ce qui concerne le travail des jeunes ; Le mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSCPA) par la définition d'une stratégie commune visant à identifier la décennie comme mécanisme de mise en œuvre des productions du CSA et à s'opposer à l'élargissement du bureau du CSA ; Et le processus de Nyéléni Europe et Asie centrale avec une présentation au cours d'un événement à Bruxelles en juin. Lors de la 51^{ème} session du CSA, La Via Campesina a également co-organisé un événement parallèle sur les liens entre les productions du CSA et la décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale.

Dans le cadre du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale, nos membres du comité de coordination du MSCPA se sont activement engagé·es dans deux processus de négociation concernant les données et le genre. Les recommandations du CSA sur le renforcement de la collecte et de l'utilisation des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition ont été approuvées lors de la séance plénière du CSA, à l'issue de plusieurs sessions de négociations. Malgré les difficultés rencontrées et les résultats limités obtenus, ce processus a effectivement permis à La Via Campesina de renforcer et d'élargir ses connaissances sur des questions critiques et complexes telles que la technologie, les données, la numérisation et la dématérialisation dans les systèmes alimentaires.

Nos délégué·es ont également pu partager leurs expériences en matière d'agriculture numérique et de collecte de données, ainsi que les alternatives au contrôle par le secteur privé de nos données, de nos connaissances, de nos terres, de nos semences, de notre bétail, de nos systèmes de production et de nos ressources génétiques. La Via Campesina a également expliqué comment le contrôle de la technologie et des données constitue une menace pour les paysan·nes, les peuples autochtones, les producteur·rices d'aliments et les consommateur·rices qui luttent pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie.

Les "Directives volontaires du CSA sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition (Directives volontaires sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles)" ont également été approuvées lors de la séance plénière du CSA après un processus long et plusieurs cycles de négociations virtuelles et présentiels.

Le MSCPA a soutenu l'approbation du document avec la demande d'ajouter une note explicative à l'annexe, en exprimant ses principales préoccupations liées au texte. En effet, le MSCPA a estimé que plusieurs points importants manquaient dans le texte final, notamment la reconnaissance de la terre en tant que bien commun, le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones, les droits des personnes LGBTQIA+, la redistribution du travail de soins non rémunéré, ainsi que des références à l'agroécologie et à l'intersectionnalité. Il a été convenu que le texte pouvait être considéré comme un point de départ pour la poursuite des discussions au sein du CSA en vue de parvenir à l'égalité entre les hommes et les femmes dans les systèmes alimentaires.

Pendant la plénière du CSA, la délégation de La Via Campesina a activement participé aux réunions du mécanisme de la société civile, à la plénière du CSA et aux événements parallèles, ainsi qu'aux échanges bilatéraux avec les gouvernements et d'autres acteurs sur des questions cruciales pour la réalisation de la souveraineté alimentaire. Nos membres ont plaidé pour une mise en œuvre complète de l'UNDRIP, pour le développement de politiques d'agriculture familiale, pour la défense d'institutions onusiennes inclusives face à une approche multipartite croissante et à la mainmise des multinationales.

Les 6 et 7 juin 2023, au siège de la FAO à Rome, La Via Campesina a participé au dialogue informel qui s'est tenu entre la FAO et les principaux acteurs des organisations de la société civile de différents groupes et perspectives géographiques. Le pré-forum des organisations de la société civile visait à faire le point sur les expériences d'engagement avec la FAO aux niveaux national, régional et mondial.

Après le pré-forum, la réunion du comité de facilitation du CIP s'est tenue les 8 et 9 juin avec les objectifs suivants : i) continuer à renforcer le CIP en évaluant les décisions prises en 2022 et en y réfléchissant, ii) discuter de la question du multipartisme et de la mainmise des entreprises et de la mesure dans laquelle le CIP doit réadapter ses stratégies pour

travailler dans des espaces institutionnels (FAO, CSA, ONU), iii) se préparer à la réunion du comité directeur international de Nyéléni et convenir du type de rôle de chef de file que le CIP devrait jouer.

Encadré 7 : Vers le prochain Forum mondial Nyéléni

Tout au long de l'année 2023, nous nous sommes engagé.es avec le Comité international de planification sur la souveraineté alimentaire (CIP) dans le processus menant au prochain Forum mondial de Nyéléni, prévu en Inde en 2025. Les principaux objectifs de ce processus sont de renforcer le mouvement pour la souveraineté alimentaire, de créer un nouvel élan pour les organisations de base et les peuples afin d'élaborer une stratégie commune pour les années à venir, d'unir les forces pour défier les multiples crises que nous vivons et de changer ce système d'oppression.

Une réunion a été organisée en juin 2023 à Rome avec le CIP et d'autres organisations alliées pour façonner collectivement le processus qui se poursuivra en 2024 avec des consultations régionales et des réunions de préparation. Les résultats seront présentés au Forum mondial en Inde en 2025, où les représentant-es discuteront des stratégies pour créer des systèmes alimentaires justes et écologiques et renouvelleront une alliance mondiale vers la réalisation de la souveraineté alimentaire.



Vers le prochain forum social de Nyéléni

3.4.2 Collectif pour les droits des paysan·nes : Une année victorieuse pour les droits des paysan·nes.

Près de cinq ans après l'adoption de l'UNDROP par l'assemblée générale des Nations unies en 2018, La Via Campesina et ses allié·es ont remporté une victoire majeure lorsque le Conseil des droits de l'homme a adopté une résolution en octobre 2023 pour créer un groupe de travail.

Suite à la levée des restrictions du COVID-19 en 2021, La Via Campesina et ses allié·es ont repris leur lutte pour promouvoir et défendre les droits des paysan·nes aux niveaux national, régional et international. L'un des moyens proposés pour promouvoir les droits des paysan·nes était d'appeler à la création d'une procédure spéciale de l'ONU sur l'UNDROP. Après de nombreuses consultations et engagements avec des allié·es, des États clés (sponsors) et le rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, le plaidoyer et le lobbying pour la création de la procédure spéciale ont été intensifiés à Genève en 2023. Parallèlement aux travaux menés à Genève, d'autres efforts ont été déployés pour sensibiliser l'opinion publique, modifier les politiques publiques aux niveaux national et local et engager un dialogue critique au sein d'autres organes de l'ONU, tels que la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture).

Cependant, le chemin a été particulièrement semé d'embûches. La pandémie de COVID-19, les changements de personnel dans les organes de l'ONU et la situation politique instable en Bolivie ont fait que la création d'un mécanisme de mise en œuvre pour l'UNDROP par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU avançait à un rythme lent et que la perspective de création d'un tel mécanisme pour la fin de 2023 paraissait impossible.

Malgré cela, nous avons continué à envoyer des délégué·es à Genève pour faire pression sur les représentant·es des pays afin qu'ils soutiennent la création de la procédure spéciale de l'ONU. Lors des sessions de mars, juin et septembre du Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève, La Via Campesina était présente et a participé à tous les espaces de dialogue pour justifier la nécessité d'un tel mécanisme de mise en œuvre. En collaboration avec le CETIM, les délégué·es de La Via Campesina ont utilisé les opportunités créées lors des sessions du CDH pour souligner les violations des droits dans leurs localités et le besoin de mettre en œuvre l'UNDROP pour répondre à ces violations. Les efforts constants de La Via Campesina et de ses allié·es, CETIM et FIAN internationale, ont finalement porté leurs fruits lors de la 54^{ème} session (septembre - octobre 2023), lorsqu'une majorité écrasante d'États membres du Conseil des droits de l'homme des Nations unies a pris une mesure historique en votant (38 voix pour, 2 contre et 7 abstentions) en faveur d'une résolution, introduite par l'état plurinational de Bolivie et parrainée par la Colombie, le Costa Rica, Cuba, l'Équateur, la Gambie, l'Allemagne, la république Kirghize, le Luxembourg, le Paraguay, le Portugal, l'Espagne, l'Uruguay et l'Afrique du Sud. Cette résolution, 54/9, a ouvert la voie à la création d'un groupe de travail des Nations unies d'une durée de trois ans, composé de cinq expert·es indépendant·es avec une représentation géographique équilibrée, afin de se concentrer sur la mise en œuvre effective de l'UNDROP.

Suite à cette victoire, La Via Campesina a lancé un processus dans les régions afin d'obtenir des candidatures pour le groupe de travail de l'ONU sur les droits des paysan·nes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Le mouvement a également soutenu le processus avec des lettres de recommandation, y compris le travail de lobbying avec les principaux pays de l'UNDROP au sein du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.



Délégué·es des deux régions africaines de la Via Campesina participant à la formation sur l'UNDROP en mai 2023 à Harare, Zimbabwe.

La plupart des documents relatifs à l'UNDROP ont été regroupés sur la plateforme <https://defendingpeasantsrights.org/>. Divers documents de formation s'y trouvent ainsi que les mises à jour des membres sur les cas de violations des droits des paysan·nes dans le monde entier.

Encadré 8 : Principales initiatives régionales en 2023

Afrique : L'UNDROP a été traduite en 8 langues africaines. Au Kenya, notre organisation membre se bat pour faire respecter l'interdiction kenyane des OGM, en s'appuyant sur l'UNDROP cité dans le dossier juridique. Au Congo, notre organisation membre prend l'initiative de faire connaître la Déclaration des Nations unies aux paysan·nes congolais·es et de les impliquer dans les négociations sur la prochaine loi d'orientation agricole.

Asie : Au Népal, notre membre poursuit la promotion de l'UNDROP au niveau national. En Indonésie, SPI continue la création de zones de souveraineté alimentaire et plusieurs formations sur l'UNDROP ont eu lieu en Asie du Sud-Est et de l'Est. Des efforts notables ont été faits pour assurer l'adoption de la résolution 54/9 du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, en particulier en Indonésie, au Népal et au Pakistan.

Amériques : En Colombie, le gouvernement est actuellement très favorable à l'idée de la mise en œuvre au niveau national de l'UNDROP. Cela se traduit déjà par l'inclusion des paysan·nes comme sujets de droits dans la Constitution colombienne et la définition d'une zone de réserve paysanne. Un séminaire sur la mise en œuvre de l'UNDROP en Amérique latine s'est aussi tenu à Bogota.

Au Canada, l'UNDROP a été explicitement cité par un tribunal provincial dans une affaire relative aux droits des travailleur·euses migrant·es. Des efforts importants ont été déployés pour garantir l'adoption de la résolution 54/9 du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, en particulier en Bolivie, en Argentine, au Brésil et au Paraguay.

Europe : la coalition des "Amis de la Déclaration" en Suisse a été très active dans la mise en œuvre de la Déclaration dans les politiques nationales et dans le soutien aux paysan·nes. D'importants efforts de lobbying ont été déployés en Europe entre août et septembre 2023 pour garantir l'adoption de la résolution 54/9 du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Du fait de ces efforts, l'Allemagne, le Luxembourg et la Belgique ont voté en faveur de cette résolution.

3.4.3 Justice environnementale et climatique

“Des champs aux forums, nous dénonçons les fausses solutions et prônons une transition juste, grâce à l'agroécologie et aux droits des paysan·nes.”

En 2023, le Collectif international sur la justice climatique et environnementale, composé de représentant·es de diverses organisations membres de La Via Campesina, a travaillé tout au long de l'année et a organisé deux réunions virtuelles, l'une en avril et l'autre en octobre. Parmi les participant·es figuraient des membres de l'organisation Boricua de Porto Rico, du Syndicat national des agriculteurs du Canada, de la Confédération paysanne de France, de l'Association des femmes paysannes de Corée du Sud, de Zimsoff du Zimbabwe, de l'Association des

travailleurs agricoles (ATC) du Nicaragua, de la COAG d'Espagne, ainsi que des instances régionales du mouvement telles que la Coordination européenne Via Campesina (ECVC) et la région de l'Asie du Sud. Au cours du premier semestre, les délégué·es de ECVC du collectif ont renforcé leur collaboration avec la coalition Real Zero Europe, avec laquelle ils ont organisé une campagne d'information sur le nouveau cadre européen pour la certification et l'élimination du carbone.

Le collectif sur la justice climatique et environnementale s'est aussi rassemblé du 8 au 11 août aux États-Unis. Lors de cette réunion, des représentant·es des organisations membres de La Via Campesina, de l'organisation Boricua de Porto Rico et de la National Farmers Union du Canada ont rejoint d'autres organisations de l'alliance mondiale pour la justice climatique, connue sous le nom de "It Takes Roots" - une alliance d'organisations de base pour la justice climatique et d'allié·es historiques de La Via Campesina. La réunion a abouti à un accord sur trois approches stratégiques collectives clés pour la COP27 : 1. Les droits autochtones et les droits de l'homme (également les droits des paysan·nes) ; 2. les réparations climatiques (contre les mécanismes financiers, par exemple ceux promus par la banque mondiale) et ; 3. le refus des fausses solutions, y compris les marchés du carbone et la compensation (article 6), la géoingénierie et les projets d'énergie dite "verte". La Via Campesina continue d'être invitée à participer à cette alliance stratégique en vue de la COP29, de la COP30 et au-delà.

La participation d'Israël à la COP28 et ses actions génocidaires en Palestine ont conduit La Via Campesina à se joindre au boycott de l'événement. Cependant, des représentant·es de la CNA (Pérou) et de Landworkers Alliance (Royaume-Uni), tous deux membres de La Via Campesina, ont assisté à l'événement. Ils ont établi des liens avec d'autres mouvements sociaux et se sont joints à la demande mondiale d'accords plus solides au profit des paysan·nes et d'autres secteurs de première ligne dans le contexte de la crise climatique. En utilisant le rapport préparé par le collectif pour la justice environnementale et climatique, synthétisant la COP27, le mouvement a pu s'engager dans les espaces officiels et les espaces parallèles, renforçant ainsi les alliances avec les mouvements sociaux pour la justice climatique.

La 8^{ème} conférence internationale a été un moment crucial de réflexion, au cours duquel les membres du collectif ont participé à un groupe de travail réunissant des représentant·es de 30 pays pour aborder les défis posés par la crise climatique.

Des propositions ont été présentées concernant la promotion des écoles d'agroécologie, la démocratisation de l'énergie, la lutte contre l'extractivisme, les réparations climatiques, les processus d'échanges organisationnels, l'éducation politique et la solidarité avec les besoins locaux à travers la création de brigades climatiques internationales, ainsi qu'une feuille de route pour la mobilisation en vue de la COP 30 en 2025.

En 2023, le collectif a également poursuivi ses formations, en se concentrant sur la dénonciation des fausses solutions climatiques. Dans le cadre de la lutte contre l'extractivisme dans le contexte de la crise climatique, un webinaire a été organisé en réponse à la crise politique au Niger, reconnaissant les intérêts en jeu autour de l'uranium et la réponse néocoloniale de l'Union européenne à travers des sanctions économiques qui ont eu un impact sur le droit à l'alimentation des Nigérien·nes. Le développement politique du collectif a conduit à des positions claires contre les combustibles fossiles, les programmes de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD), l'agriculture intelligente et les projets de capture du carbone promus par les multinationales et les gouvernements néolibéraux.



Chukki Nanjudaswamy, de l'association des agriculteurs de l'État de Karnataka (KRRS), s'exprime lors d'un forum sur le changement climatique et l'agriculture indienne, organisé à Bangalore en 2023.

Encadré 9. Initiatives régionales majeures en 2023

L'organisation Boricúa de Puerto Rico a organisé des tables rondes et des conférences de presse, avec ses brigades agroécologiques, sur les stratégies juridiques visant à protéger les terres agricoles des projets industriels et à empêcher leur conversion en sites de production d'énergie. Sur le même sujet, la Confédération Paysanne de France a produit des documents d'information sur l'agrivoltaïsme, dénonçant la saisie de terres paysannes pour l'installation de panneaux solaires pour des intérêts privés. De plus, La Via Campesina a accompagné la Confédération Paysanne dans des manifestations contre la construction de réservoirs d'eau dans des zones de stress hydrique, qui profitent à des groupes agro-industriels. Elle a produit des déclarations et des documents s'opposant aux mégabassins. Au niveau régional, en Europe, ECVC s'est mobilisé contre la proposition de nouveau cadre européen pour la certification et l'élimination du Carbone (CRCF) de l'Union européenne et a publié des rapports et des vidéos sur la transition climatique juste. En Asie du Sud, les agriculteur·rices du Kisan Rabta Committee du Pakistan ont participé à des manifestations pour la justice climatique, exigeant des actions concrètes de la part du Nord. En Inde, les agriculteur·rices se sont réunis lors d'un forum en septembre, afin d'étudier l'impact de la crise climatique sur l'agriculture indienne et d'échanger des informations sur les sécheresses et les inondations dans différentes régions.

3.4.4 Terre, eau et territoire et contre les multinationales : vers une nouvelle conférence internationale sur la réforme agraire et le droit à la terre pour refroidir la planète

A la Via Campesina, nous plaçons les luttes pour la terre et l'eau et la défense du territoire en première ligne de notre mouvement.

Les communautés rurales sont exposées à une très forte concentration de terres entre quelques mains et à un accaparement continu des terres dans un contexte de guerres, de destruction écologique, de changement climatique, d'inégalités extrêmes et de persécution des communautés et des dirigeant·es qui réclament des terres, de l'eau et des territoires pour vaincre la marginalisation et la pauvreté. Pour parvenir à la souveraineté alimentaire, La Via Campesina se mobilise et plaide en faveur d'une réforme agraire dans les territoires. Le collectif Terre, Eau et Territoires a organisé deux réunions virtuelles au cours de l'année 2023. Lors de la première réunion en avril, les membres du collectif ont partagé des mises à jour sur l'état du droit à la terre dans leurs communautés locales et leurs pays, ainsi que sur les initiatives et les luttes qui se déroulent dans les régions pour mettre fin à la concentration des terres (voir ci-dessous la section sur les initiatives dans les régions). Le collectif a rédigé une proposition initiale pour lancer un appel à une conférence internationale sur la réforme agraire qui serait organisée en 2026 et a appelé nos alliés du comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) à se joindre à cette entreprise. La conférence proposée s'inspirerait du processus qui a conduit à la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR) en 2006, en particulier le processus inclusif dans lequel les organisations de petit·es producteur·rices alimentaires, les peuples autochtones et la société civile ont joué un rôle important, dans le cadre d'un dialogue avec les gouvernements. Le collectif a organisé une seconde réunion virtuelle en novembre 2023 pour préparer la 8^{ème} conférence internationale de la Via Campesina et les contributions du collectif - relatives au droit à la terre, à la réforme agraire, à l'accaparement des terres, à l'extractivisme et aux politiques publiques de régulation de l'accès à la terre - au nouveau plan d'action.

Travail institutionnel

L'un des efforts déployés au niveau institutionnel est lié à l'initiative de la FAO de créer un Observatoire mondial des terres (GLO) qui vise à générer et à mettre à disposition des données, des preuves et des analyses

sur l'état de la question des régimes fonciers et de la gouvernance dans le cadre de son rôle d'agence des Nations unies responsable de la réalisation du droit humain à l'alimentation et à la nutrition et de la coordination de la mise en œuvre des Directives sur les régimes fonciers. Le collectif de La Via Campesina sur la terre, l'eau et les territoires a nommé plusieurs responsables pour intégrer avec nos alliés du comité international de planification (CIP), le groupe consultatif de cet observatoire.

Un autre espace institutionnel dans lequel le collectif de travail a été impliqué a été la 9^{ième} session du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée (OEIGWG) du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur les sociétés transnationales (STN) et autres entreprises en ce qui concerne les droits de l'homme, qui s'est tenue au Palais des Nations, à Genève, du 23 au 27 octobre 2023. À cette occasion, la Campagne mondiale pour réclamer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des multinationales et mettre fin à l'impunité a organisé une semaine de mobilisation avec des activités à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment de l'ONU. Une délégation de 73 personnes venues d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, des États-Unis et d'Europe a assisté à la session officielle, à d'autres événements connexes, à des événements organisés à l'intérieur de l'ONU, à une exposition de photos et à des manifestations. Ces interventions ont montré l'engagement de la campagne mondiale en faveur de l'élaboration d'un traité contraignant ambitieux reflétant les besoins et les intérêts des peuples affectés par les violations commises par les multinationales. Une délégation de La Via Campesina a participé activement à la semaine de négociations et aux réunions préparatoires avant les négociations. La 9^{ième} session de négociations en octobre dernier a été un moment historique pour le processus du traité contraignant et pour la Campagne mondiale. L'ouverture de la semaine de négociations a commencé de manière combative : pendant plus de quatre heures, un groupe d'États du Sud a rejeté la tentative de la présidence d'imposer un texte illégitime comme base de négociation.

La Via Campesina, avec les organisations et mouvements de la Campagne mondiale, a dénoncé ces manœuvres et s'est interrogée sur les intentions qui les sous-tendent. Grâce à cette pression croissante, des dispositions importantes ont été réintroduites dans le texte de négociation, telles que : des obligations directes pour les sociétés multinationales ; La primauté des droits de l'homme sur les accords de libre-échange et d'investissement ; L'importance de reconnaître et d'inclure le concept de communautés affectées ; L'importance d'établir que les multinationales ne se contentent pas d'abuser des droits de l'homme, mais qu'elles les violent également ; Et la nécessité de renforcer les dispositions visant à établir la responsabilité tout au long des chaînes de valeur et de production.

Encadré 10 : Accaparements des terres et initiatives régionales en 2023

Depuis de nombreuses années, la Coordination européenne Via Campesina (ECVC) réclame la réalisation du droit à la terre tel que défini dans l'article 17 de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·nes et autres travailleur·euses ruraux. En mars 2023, ECVC a proposé une [directive européenne sur les terres agricoles](#) afin de mettre un terme à la concentration des terres et de garantir la présence d'un plus grand nombre d'agriculteur·rices en Europe. La directive décrit comment les institutions de l'Union Européenne peuvent mettre en œuvre des politiques foncières équitables, démocratiques et durables pour lutter contre les crises économiques, écologiques et climatiques et garantir la souveraineté alimentaire. En effet, sans accès à la terre, les agriculteur·rices ne peuvent pas produire des aliments de bonne qualité pour la population. Après des années de plaidoyer avec ses alliés dans le cadre de la [campagne Stop Land Grab](#), la National Family Farm Coalition a présenté avec succès au Congrès américain la [Farmland for Farmers Act of 2023](#). Cette proposition politique interdirait aux grandes entreprises tout achat (et location) futur de terres agricoles aux États-Unis. Cette proposition politique est révolutionnaire car jusqu'à présent, les institutions publiques ont fonctionné avec l'argument juridique selon lequel la plupart des types de gouvernance foncière ne peuvent être réglementés qu'au niveau infranational (État) - cette proposition rejette cette hypothèse, arguant que l'ampleur croissante aux États-Unis des investissements fonciers des multinationales (motivés par le recrutement de capitaux auprès d'institutions publiques infranationales, de sociétés de capital-investissement et de fonds de pension) légitime la réglementation de cette tendance nationale par le gouvernement national. La 4^{ième} édition de la caravane ouest-africaine " Droit à la terre, à l'eau et à l'agroécologie paysanne : un combat commun ! " s'est déroulée en novembre 2023 en sillonnant les coins les plus reculés des 5 pays à la rencontre des communautés et des autorités. La Caravane est partie du Burkina Faso, d'où elle s'est rendue en Côte d'Ivoire, puis au Mali, au Sénégal et enfin en Mauritanie. Placée sous le signe de l'urgence climatique, l'objectif global de cette édition était de contribuer au renforcement de la lutte contre le changement climatique par la sensibilisation et la promotion de l'agroécologie paysanne comme alternative aux fausses solutions. En France, la lutte contre les méga-bassins a rassemblé des organisations écologistes, syndicales et paysannes, comme la Confédération Paysanne, l'une des organisations membres de La Via Campesina, dans des mobilisations aux côtés de centaines de militant·es pour une juste répartition de ce bien commun vital. Nombre de ces manifestant·es ont été poursuivi·es dans le cadre de procédures judiciaires visant à effrayer la population croissante qui s'oppose à ces projets extractivistes. La Via Campesina a exprimé la profonde solidarité de notre mouvement paysan mondial avec les paysan·nes de France qui luttent depuis plusieurs années contre l'accaparement de l'eau et l'imposition de méga-bassins promues par le gouvernement et les lobbies de l'agro-industrie



Manifestations contre les méga-bassins en France. En mars 2023, 25 000 personnes se sont rassemblées dans la commune de Sainte-Soline, dans l'ouest de la France, dans le cadre d'une mobilisation internationale contre la construction de l'un des plus grands réservoirs d'eau pour l'irrigation et d'autres projets de captation d'eau.

3.4.5 Agroécologie, semences paysannes et biodiversité

“Nous nous engageons à construire une transition agroécologique qui garantisse la souveraineté alimentaire et les droits des paysan·nes”.

Le mouvement affirme la nécessité de travailler à une transition agroécologique comme base fondamentale de la souveraineté alimentaire, face aux multiples crises mondiales. L'agroécologie paysanne, associée à la défense des semences paysannes, est la proposition la plus forte de la paysannerie mondiale.

Au cours de l'année, la Via Campesina a intensifié sa lutte pour promouvoir l'agroécologie paysanne face aux situations de crise et comme engagement concret en faveur de la souveraineté alimentaire. Les actions en faveur de l'agroécologie paysanne font partie d'un axe transversal qui accompagne les luttes et les mobilisations pour la souveraineté alimentaire dans ses différents processus mondiaux, notamment la négociation des traités sur les semences, la lutte contre les semences génétiquement modifiées, la justice climatique dans les mobilisations contre la COP 28 et les négociations sur le climat. Le collectif a également accompagné des mobilisations régionales en Europe et en Afrique. Il a contribué à rendre visible le travail des instituts latino-américains d'agroécologie (IALAS) et les processus de formation en agroécologie en Asie, en Afrique et en Europe.

Il a également joué un rôle important dans le discours politique lors de la 53^{ème} session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, qui s'est tenue à Genève du 19 juin au 14 juillet, et lors du Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture, qui s'est tenu à Berlin du 17 au 20 janvier.

Lors de la 8^{ème} Conférence Internationale de LVC, notre mouvement a décidé de concentrer son action politique sur la promotion des processus de transition agroécologique comme réponse aux multiples crises mondiales. Il y a une volonté claire de poursuivre et d'étendre les processus de formation en agroécologie, en incorporant des méthodes populaires pour la transmission de ces connaissances, ainsi que de renforcer la défense des semences paysannes, indigènes et créoles et la protection de l'environnement.

En 2023, le Collectif agroécologie s'est réuni virtuellement pour convenir des activités prioritaires pour les années à venir. Il a souligné son souci de relancer la Campagne des Semences Paysannes, Patrimoine des Peuples au Service de l'Humanité, après plus de 20 ans d'existence. Il vise également à orienter ses processus locaux et régionaux vers le Forum mondial de Nyéléni (Inde, 2025), où le mouvement doit rendre visibles ses processus d'agroécologie paysanne en tant qu'engagement politique dans la lutte pour la souveraineté alimentaire, la terre, les territoires, la justice sociale et environnementale.



Couverture d'un des Cinq modules de formation sur les semences paysannes. (module 4)

Travail institutionnel

Dans le cadre du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP), une délégation de La Via Campesina a participé au groupe de travail à composition non limitée chargé d'améliorer le fonctionnement du système multilatéral d'accès et de partage des avantages. Ce groupe est un mécanisme du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA), dont l'objet est de faciliter l'accès aux échantillons de semences et d'espèces végétales, cultivées et fourragères. Une délégation de paysan·nes était présente pour [défendre les droits des paysan·nes sur les semences et les ressources génétiques, contre la biopiraterie](#) de l'industrie semencière soutenue par les grandes sociétés transnationales et les pays riches.

Matériau

Au cours du premier semestre 2023, La Via Campesina a poursuivi la diffusion de modules de formation sur les semences paysannes, fruit de la systématisation des connaissances que le mouvement a accumulées dans la défense des semences d'un point de vue historique, culturel, juridique et dans la perspective de la souveraineté alimentaire. Une série de 5 modules a été conçue pour renforcer les processus de formation du mouvement aux niveaux local, régional et international. Les documents sont disponibles en anglais, en français et en espagnol et devraient continuer à être diffusés en 2024, en particulier dans la sphère virtuelle.

Encadré 11: Principales initiatives régionales en 2023

Les écoles d'agroécologie et les processus de formation continuent d'être des bastions du mouvement. Dans ces espaces, les connaissances ancestrales sont transmises et de nouvelles connaissances et pratiques paysannes sont construites pour la transformation des systèmes agroalimentaires vers la souveraineté alimentaire. Nos écoles en Inde, en Thaïlande, au Mali, en Colombie, au Nicaragua, en République dominicaine, au Chili, à Porto Rico et à Cuba, entre autres, proposent de nombreuses formations.

La Coordination européenne Via Campesina (ECVC) s'est battue tout au long de l'année contre la législation relative aux nouveaux organismes génétiquement modifiés (OGM) destinés au marché européen. La proposition présentée par le parlement européen favorise ouvertement la biopiraterie et la privatisation des semences par des sociétés détentrices de brevets. Aujourd'hui, les petits agriculteur·rices européen·nes continuent d'insister pour que le conseil et le parlement européen maintiennent leur position de défense des droits des paysan·nes sur les semences et pour que la législation européenne sur les semences soit modifiée.

Du 31 août au 3 septembre 2023, 150 activistes de diverses organisations, dont La Via Campesina, provenant de différentes régions d'Espagne

se sont réunis à Hornachuelos (Córdoba) dans un camp dédié à l'agroécologie et à la souveraineté alimentaire, afin de ratifier la nécessité de rompre avec le modèle et le système agro-industriels d'alimentation. Sous le slogan "Nous nous levons", la réunion a pris position en faveur d'un modèle alimentaire équitable et durable et d'un monde rural vivant. En Afrique australe et orientale, la paysannerie kényane, par l'intermédiaire de la Kenya Peasant League (KPL), poursuit sa lutte pour défendre la souveraineté alimentaire de son pays et contre l'introduction des OGM. Bien que KPL ait remporté une importante victoire législative en 2022 en interdisant la culture et l'importation d'OGM, l'État kenyan, influencé par les grandes entreprises, a déposé plusieurs amendements pour lever l'interdiction. La lutte continue et de nombreux membres de La Via Campesina ont exprimé leur solidarité avec la résistance des peuples africains contre l'agrobusiness et le néocolonialisme.

3.4.6 Migration et collectif de travailleur·euses salarié·es

“Nous nous mobilisons pour demander justice pour les vies qui nous ont été volées par les politiques migratoires racistes et pour dénoncer l'exploitation de la main-d'œuvre que nous subissons dans les champs de l'agro-industrie. Nous construisons la solidarité pour les droits des migrant·es et des réfugié·es.”

L'année 2023 a été un moment très important pour le mouvement qui a dénoncé la violation des droits de l'homme et a demandé justice pour tous les migrant·es disparu·es en Méditerranée, aux frontières du Mexique et des États-Unis, sur les continents asiatique et africain.

La Via Campesina a souligné l'énorme pression exercée par l'Union européenne, en collusion avec d'autres gouvernements, pour refuser la mobilité et les droits fondamentaux aux migrant·es et aux réfugié·es. Le cas emblématique de la Tunisie, et des violations des droits de l'homme qu'elle commet a été mis en avant. Les conditions critiques vécues par les travailleur·euses migrant·es ruraux dans les secteurs agro-industriels, dont la plupart sont liés à l'approvisionnement des marchés européens en denrées alimentaires, ont été dénoncées dans de nombreuses régions.

Le collectif des travailleur·euses agricoles et de la migration de La Via Campesina a également progressé dans le renforcement de ses liens avec le mouvement mondial de défense des droits des migrant·es et des réfugié·es, qui lutte pour un Pacte mondial de solidarité par opposition au Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières des Nations unies. Lors de la 8ième Conférence internationale de la Via Campesina à Bogota, en Colombie, nous avons publié une déclaration de solidarité et d'engagement

en faveur des droits des migrant·es et des réfugié·es dans le monde. La déclaration reconnaît que cette question est une lutte urgente et nécessaire pour notre mouvement paysan. Le 18 décembre 2023, Journée internationale des migrant·es, cette déclaration a servi de support à la Via Campesina pour exiger des États qu'ils ratifient et mettent en œuvre la Convention des Nations unies sur les droits des migrant·es et de leurs familles. Elle a également rejeté le pacte migratoire proposé par l'Union européenne et souligné à nouveau la nécessité d'un pacte mondial de solidarité.

Le collectif s'est réuni deux fois virtuellement en 2023 afin de discuter de ses principaux axes de travail liés à la défense des droits des travailleur·euses agricoles salarié·es et des droits des migrant·es. Le collectif a discuté des actions de solidarité à mener dans les pays d'arrivée et de départ des migrant·es, ainsi que des efforts accrus pour coordonner les syndicats de travailleur·euses au sein de La Via Campesina et au-delà. Le collectif a également mis en évidence plusieurs domaines clés du travail de La Via Campesina auxquels il pourrait apporter une contribution significative, tels qu'entre autres, le travail sur les droits des paysan·es et l'UNDROP, la question de la criminalisation, la transition vers l'agroécologie et la souveraineté alimentaire, et la formation.

Le travail d'alliance

Le collectif a contribué à l'organisation, avec le Forum des peuples Asie-Europe (AEPF), d'une série d'événements en ligne co-organisés par des organisations/coalitions de la société civile, des mouvements sociaux et des syndicats engagés dans la défense et la promotion des droits civils, politiques, de genre, sociaux, culturels et environnementaux.

Du 23 au 25 juin 2023, une délégation de La Via Campesina composée de 6 personnes des régions ECVC et ARNA a participé à une série d'actions conjointes avec des allié·es à l'occasion de la cinquième édition du Forum Social Maghrébin des Migrations, qui s'est tenu à Nador (Maroc), en commémoration de la tragédie vécue par les migrant·es au poste frontière de Barrio Chino le 24 juin 2022. Parallèlement, une série d'activités a été organisé dans le cadre de la Caravane Abriendo Fronteras à Melilla, de l'autre côté de la frontière. Les activités comprenaient principalement des échanges avec des militant·es et des organisations locales, la participation à des sessions plénières, des ateliers thématiques et la participation à une marche à Melilla le 24 juin.

Les délégué·es de La Via Campesina sont intervenu·es lors de la séance plénière d'ouverture et dans plusieurs ateliers thématiques, présentant avec force notre position et notre analyse sur les questions de migration et de travail. Le forum a été un moment important pour renforcer nos alliances et rencontrer de nouvelles organisations, telles que des associations de familles de migrant·es disparu·es et de migrant·es subsaharien·es vivant au Maroc.

Encadré 12 : Les grandes initiatives régionales de 2023

Au niveau européen, plusieurs activités ont été menées pour soutenir les luttes des travailleur·euses agricoles, comme le fait d'établir une pression commerciale sur les distributeurs et de mettre en place un soutien mutuel entre les membres d'ECVC. (voir le bulletin d'information) ECVC a publié les résultats d'une étude récente réalisée par Priscilla Claeys et Barbara Van Dyck de l'Université de Coventry en collaboration avec notre Articulation de jeunes, "Conditions de travail et d'apprentissage des jeunes travailleurs agricoles, stagiaires et volontaires à travers l'Europe".

[La Landworkers' Alliance a contribué à la production d'un rapport saisissant](#) intitulé "Dettes, migration et exploitation : le visa des travailleur·euses saisonnier·ères et la dégradation des conditions de travail dans l'horticulture au Royaume-Uni", qui analyse les facteurs systémiques d'exploitation dans le système d'immigration britannique en ce qui concerne les travailleur·euses saisonnier·ères de fruits et légumes.

Dans la **région Arna**, une attention particulière a été portée aux accords signés par les gouvernements tunisiens sur les questions migratoires. Une déclaration de solidarité a été publiée contre l'accord inquiétant signé le 16 juillet entre l'Union européenne et le gouvernement tunisien, visant soi-disant à freiner la migration "illégale", suite à la situation à Sfax, en Tunisie, qui a atteint un point critique depuis juillet 2023, avec des tensions extrêmes autour des migrants en provenance de divers pays d'Afrique subsaharienne.

En **Asie du Sud**, une grève des travailleur·euses agricoles a été organisée au Bangladesh par la Bangladesh Agricultural Farm Labour Federation en juillet 2023. La lutte des ouvrier·ères agricoles pour de meilleurs salaires et conditions de travail a contraint le gouvernement à mettre en place un comité chargé d'étudier la question et de formuler des recommandations.



Affiche du 5ième Forum Social maghrébin sur les migrations. Le Vième forum social maghrébien sur les migration a eu lieu à Nador, au Maroc du 23 au 25 Juin 2023

3.4.7 Collectif sur le commerce : Mettre fin à l'OMC, construire un cadre commercial alternatif basé sur la souveraineté alimentaire.

“Souvenons-nous de Lee Kyung-Hae, qui a mis fin à ses jours à Cancun, au Mexique, en 2003, en scandant “L’OMC tue les agriculteurs”, afin d’alerter le monde sur les atrocités de l’OMC. Cela fait 20 ans que notre camarade est décédé, mais nous avons continué à lutter contre la violence de l’OMC avec nos camarades du monde entier. Bien que Lee Kyung-Hae ne soit plus parmi nous, son esprit combatif accompagnera tous les paysan·nes du monde”.

Cette année, La Via Campesina a commémoré les 20 ans du sacrifice de Lee Kyung Hae dans le cadre de la journée d’action contre l’Organisation mondiale du commerce (OMC) et les accords de libre-échange (ALE). Au cours de ces mobilisations mondiales, la Via Campesina a annoncé qu’elle était déterminée à construire un cadre alternatif pour le commerce mondial de l’agriculture basé sur la souveraineté alimentaire – écrit par les paysan·nes, pour les peuples. Ces actions ont été promues par le Collectif Commerce, Marché et Revenu (*le collectif a pris ce nouveau nom élargi lors de la 8ième conférence internationale à Bogota*).

Depuis près de trois décennies, l’Organisation mondiale du commerce (OMC) promeut le néolibéralisme, qui se traduit par la marginalisation, l’exploitation et l’expropriation des plus vulnérables. Ce système, marqué par l’injustice, la pauvreté et la dégradation de l’environnement, n’est plus au service des populations. Même les entreprises et les nations reconnaissent les faiblesses de l’OMC, mais ce régime commercial maintient son pouvoir par le biais d’accords commerciaux clandestins et de tactiques trompeuses.

Les paysan·nes, véritables producteur·rices de denrées alimentaires dans le monde, sont confronté·es à une dure réalité : baisse des revenus, augmentation de la dette et réduction de l’accès aux biens communs et aux territoires, tandis que le système alimentaire industriel continue de perpétuer des méthodes non durables, d’accumuler les pro-fits des entreprises et de consolider les chaînes alimentaires. C’est pourquoi, en 2023, les membres du collectif pour le commerce se sont mis d’accord pour proposer une véritable alternative visant à obtenir une refonte complète, et non une réforme,

du système commercial mondial. Le collectif s’est attelé à la tâche de proposer un cadre qui donne la priorité à la souveraineté alimentaire, à la gestion de l’environnement, aux droits des travailleur·euses et à la solidarité mondiale. Ce système anti-impérialiste, anti-colonial et pro-justice met l’accent sur les personnes et la planète plutôt que sur le profit. De nombreuses consolidations sous forme de réunions et de consultations régionales ont été entreprises tout au long de l’année pour compiler nos connaissances collectives sur l’agriculture et le commerce alimentaire. Cet effort a également coïncidé avec la commémoration des 20 ans du sacrifice de Lee Kyung Hae, rendant ainsi hommage à ce dernier, dont la vie et les combats représentent les luttes quotidiennes des agriculteur·rices du monde entier.

Le collectif a ensuite présenté la consultation sur le cadre lors de la 8ième conférence à Bogota, en Colombie.

Au cours de la deuxième journée de la 8ième conférence internationale, une foire agroécologique a été organisée en hommage à Lee Kyung-hae.

Après la 8ième conférence, le cadre fera l’objet d’une étape supplémentaire, impliquant la collecte de contributions d’entités extérieures à la Via Campesina, ainsi que la recherche d’approbations de la part d’États et d’organes des Nations unies. En outre, des efforts seront déployés pour déterminer la ou les institutions internationales les plus appropriées pour ancrer cette initiative.

“La nourriture ne doit pas être utilisée comme arme dans les guerres géopolitiques et commerciales. En tant que paysan·nes, nous avons des propositions concrètes sur la manière de conduire le commerce international sur la base des principes de souveraineté alimentaire, de coopération et de solidarité”.

Le collectif s’est appuyé sur le succès de la mobilisation mondiale contre l’OMC (dans le cadre de la 12ième conférence ministérielle de l’OMC 2022) à Genève.

Début mars, La Via Campesina a reçu une demande de participation à un “conseil” de la société civile auprès de l’exécutif de l’OMC. Après mûre réflexion, nous avons décidé de décliner cette invitation et de publier une lettre ouverte expliquant pourquoi le mouvement estime qu’il est impossible de réformer l’OMC dans un sens favorable aux paysan·nes et, plus généralement, dans le sens de l’intérêt des populations.

Certains membres d'Asie, d'Europe et des Amériques se sont fortement impliqués dans la rédaction du cadre commercial alternatif basé sur la souveraineté alimentaire. L'équipe de rédaction a reconnu l'importance des jeunes membres dans cette entreprise. Il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la participation des mouvements d'Afrique et d'Amérique latine. En outre, un appel a été lancé en faveur de l'implication des jeunes dans le travail du collectif lié au commerce.

Encadré 13 : Les grandes initiatives régionales de 2023

Asie du Sud : Les agriculteur·rices indien·nes ont organisé un forum sur le commerce, le climat et les semences. Les producteur·rices de noix de coco en Inde ont protesté contre la chute des prix. PKRC, membre au Pakistan, a protesté contre l'austérité, l'inflation, la hausse des prix et les nouvelles taxes régressives - particulièrement encouragées par les conditions de prêt du FMI.

Europe/CLOC : La société civile et les mouvements sociaux en Europe ont appelé à des actions autour du Sommet UE-Amérique latine et Caraïbes (UE-CELAC) à Bruxelles, et en particulier à des actions contre l'accord de libre-échange UE-Mercosur. Une déclaration signée par de nombreuses organisations, des petit·es et moyen·nes agriculteur·rices d'Europe et d'Amérique du Sud a condamné l'accord de libre-échange UE-MERCOSUR, le qualifiant d'antidémocratique et de violation des droits des paysan·nes et des engagements en matière de climat.

Les actions menées en Europe en 2023 ont débouché sur des mobilisations plus importantes sur la question du commerce, du marché et des revenus. La Via Campesina a [prononcé un discours enflammé](#) au Parlement européen, dénonçant les accords de libre-échange, le colonialisme et les sanctions unilatérales.

Une déclaration commune et une analyse de la modernisation de l'accord UE-Chili ont été publiées. Les organisations de La Via Campesina en Europe et au Chili se sont réunies pour rejeter à la fois l'accord et la tentative de la Commission européenne de proposer un accord intérimaire afin d'accélérer la conclusion de cet ALE et pour éviter la ratification par les parlements nationaux des pays européens.

Asie du Sud-Est et de l'Est : Serikat Petani Indonesia (SPI) a dénoncé le plan du gouvernement d'importer plus de riz en 2023, et a demandé au gouvernement d'améliorer les fonctions de Bulog (organisme public de stockage en Indonésie). SPI appelle également à la mise en œuvre d'une réforme agraire pour une solution à moyen terme.

NFU Canada a déclaré que le commerce devrait donner la priorité aux personnes et à la planète plutôt qu'aux profits car les compagnies minières et pétrolières canadiennes sont celles qui utilisent le plus les clauses ISDS des accords de libre-échanges. Les accords commerciaux contenant des clauses ISDS permettent en effet aux entreprises de poursuivre les gouvernements qui modifient les lois, pour protéger les personnes ou l'environnement.



Au cours de la deuxième journée de la 8ième conférence internationale, une foire agroécologique a été organisée en hommage à Lee Kyung-hae.

4 SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

4.1 Pour la paix et la solidarité

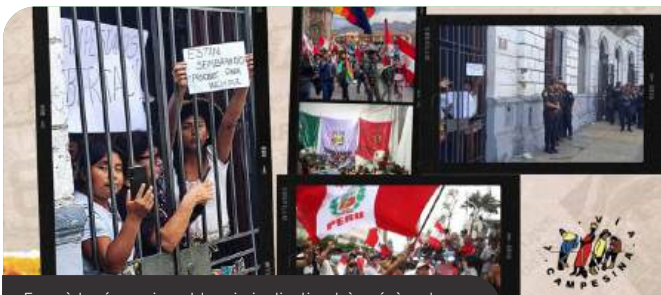
Dans un contexte mondial de crises multiples avec de nouvelles guerres et de nouveaux conflits, d'instabilités liées à la crise climatique, de marchés mondiaux volatils et de comportement impitoyable des multinationales dans la défense de leurs intérêts, il existe de nombreuses situations dans lesquelles la solidarité internationale est essentielle. Nous présentons ci-dessous (à l'exclusion de la Colombie, de la Palestine et d'Haïti, que nous détaillons respectivement aux points 4.2, 4.3 et 4.4) quelques-unes des actions de solidarité ayant eu lieu en 2023.

Avec notre organisation membre au Niger, la Plateforme Paysanne du Niger, La Via Campesina s'est mobilisée contre l'intervention militaire prévue au Niger et a soutenu la Plateforme Paysanne du Niger pour porter sa cause devant le Conseil des droits de

à la suite du changement de gouvernement, avec l'homme à Genève en exigeant la levée immédiate et inconditionnelle de toutes les mesures coercitives imposées au peuple nigérien.

En France, notre membre, la Confédération paysanne, et de nombreux autres alliés ont organisé une manifestation contre le méga réservoir d'eau de Sainte Soline, qui a fait l'objet d'une forte répression de la part des autorités. Des dizaines de militant·es ont été arrêté·es par la police antiterroriste. Avec la Confédération paysanne, La Via Campesina a protesté contre cette répression et la dissolution de l'organisation "Les Soulèvements de la Terre", qui milite contre l'accaparement des terres et de l'eau et la destruction des écosystèmes.

Au Pérou, une répression sévère s'est abattue sur le peuple péruvien dans le contexte des bouleversements politiques et sociaux qui ont affecté le pays depuis l'effondrement institutionnel de décembre 2022. La Via Campesina a soutenu ses membres au Pérou pour qu'ils déposent une plainte auprès de divers mécanismes des droits de l'homme de l'ONU à Genève afin de dénoncer ces violations des droits de l'homme.

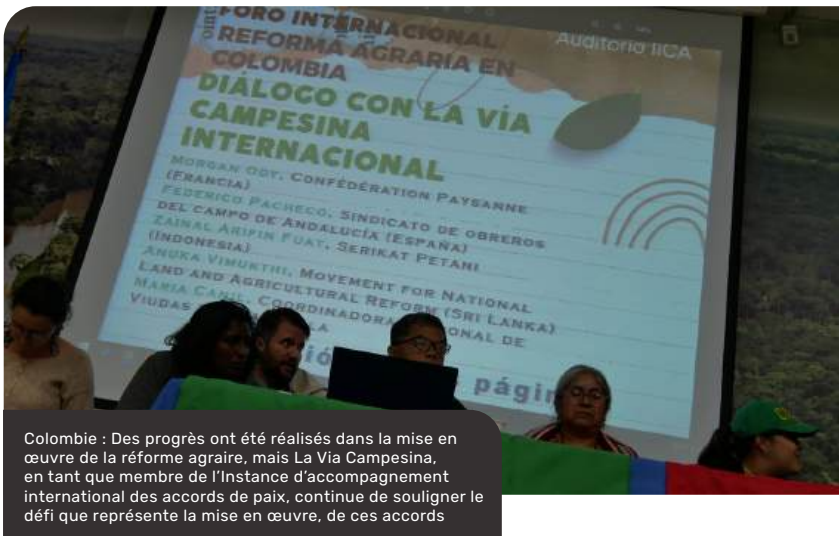


Face à la répression et la criminalisation très sévère du peuple péruvien, La Via campesina a soutenu le peuple péruvien pour dénoncer la situation devant les mécanismes des droits de l'Homme.

4.2 Processus de paix en Colombie

La Via Campesina continue, en tant que membre de l'instance d'accompagnement international des accords de paix, à accompagner la paysannerie colombienne dans sa lutte pour une paix juste, durable et totale.

l'arrivée à la présidence de Gustavo Petro, le processus de solidarité avec la Colombie a connu d'importants progrès en faveur des demandes du mouvement paysan et des mouvements sociaux. Il est maintenant confronté à l'énorme



Colombie : Des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre de la réforme agraire, mais La Via Campesina, en tant que membre de l'Instance d'accompagnement international des accords de paix, continue de souligner le défi que représente la mise en œuvre, de ces accords

défi de mettre en œuvre les droits des paysan·nes et de faire avancer une réforme agraire globale. À la mi-2023, le Congrès de la République a adopté une loi reconnaissant les paysan·nes comme des sujets politiques et incluant leurs droits dans la constitution politique du pays. Dans le même temps, le gouvernement a également envoyé une note diplomatique au secrétaire général des Nations unies, exprimant la décision de l'État de mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan·nes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Cette note met l'accent sur la mise en œuvre du droit à la terre.

Des progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre de la réforme agraire, le transfert des terres des haciendas et la réglementation juridique des terres et des territoires, comme convenu dans les accords de paix de 2016.

4.3 La Via Campesina lance un processus urgent de soutien au peuple palestinien.

En réaction à la réponse israélienne à l'attaque d'octobre 2023, La Via Campesina a organisé sa solidarité avec le peuple palestinien en soutenant notre organisation membre UAWC : marches de solidarité, mobilisation de dons, aide humanitaire complète et demande d'un cessez-le-feu immédiat assorti d'une solution négociée à ce conflit. Le lundi 23 octobre, les dirigeant·es de La Via Campesina ont également participé à la manifestation contre la guerre en Palestine devant la Broken Chair du palais des Nations à Genève.

La mise en place des tribunaux agraires, en tant que nouveau système de justice agraire, a également commencé à résoudre les conflits fonciers dans les zones rurales du pays, qui opposent souvent les paysan·nes aux grandes entreprises. Les organisations de la Via Campesina ont souligné le défi que représente leur mise en œuvre, car les avocat·es nommé·es sont censé·es être formé·es aux droits des paysan·nes et à la réforme agraire. Malgré la volonté politique du nouveau gouvernement de mettre en œuvre la réforme agraire et de garantir l'effectivité et la matérialisation des droits des

paysan·nes, l'avancement des réformes a été limité par des obstacles institutionnels et la poursuite du conflit armé. La lutte violente pour la terre et le territoire continue d'être un facteur constant et de risque pour la vie des leaders sociaux, des organisations et pour la mise en œuvre de la réforme. La Via Campesina a eu l'occasion d'accompagner les mobilisations du mouvement paysan colombien à deux reprises au cours de l'année. La première fois en mai, nous avons accompagné le plaidoyer politique du mouvement colombien pour faire avancer sa reconnaissance en tant que sujet politique de droits et son lien avec le droit à la terre. La seconde fois, lors de la 8ième conférence internationale de La Via Campesina, nous avons abordé les différents processus de dialogue entre les mouvements paysans en Colombie, le gouvernement colombien et les institutions internationales pour avancer dans la mise en œuvre de l'UNDROP lors d'une rencontre au parlement colombien.



Les délégué·es de la 8ième conférence internationale de la Via Campesina lors d'une marche de solidarité avec la Palestine à Bogota, Colombie, décembre 2023. (Rafael Stedile)

Cette action était co-organisée avec la campagne globale pour réclamer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des multinationales et stopper leur impunité dans le cadre de la semaine d'actions qui a eu lieu à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments des Nations unies. Nous avons également appelé les organisations alliées à rejoindre la campagne pour une "Conférence internationale des gouvernements pour protéger les Palestinien·nes et soutenir leur autodétermination", comme expliqué dans l'appel à l'action de La Via Campesina du 15 novembre 2023.

Enfin lors de la 8^{ème} conférence internationale, la cérémonie d'inauguration, comme une grande partie de l'événement, a été fortement marquée par les expressions inconditionnelles de solidarité de La Via Campesina avec le peuple palestinien. La demande constante de la fin de l'occupation et de la fin de la guerre génocidaire a été accompagnée par la participation des délégué·es à une manifestation de solidarité organisée dans le centre de Bogota par la Centrale des Travailleurs de Colombie (CUT) et d'autres organisations sociales locales.

4.4 Mission de solidarité internationale en Haïti : Contre le néocolonialisme et pour la solution haïtienne.

"Solution haïtienne pour Haïti : ce slogan condense la demande du mouvement pour trouver une issue à la crise multidimensionnelle en Haïti. Nous rejetons l'ingérence néocoloniale des États-Unis et de leurs alliés ; Nous exigeons que les droits des Haïtien·nes priment face aux intérêts économiques.

Le congrès s'est concentré sur la ratification du plan quinquennal du MPP, qui est basé sur l'agroécologie, le féminisme paysan et la réforme agraire. Ces objectifs sont le moteur de la résistance de la paysannerie haïtienne contre l'accaparement des terres et les politiques anti-paysannes du gouver-

nement de facto, qui génèrent violence et insécurité. La délégation internationale de La Via Campesina, composée de la Coordinatrice Générale et de représentant·es d'organisations membres de La Via Campesina telles que FEDECARE, la Confédération Paysanne et le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST), est venue exprimer sa solidarité et comprendre la réalité quotidienne du peuple haïtien. Plus qu'une mission isolée, il s'agissait de renforcer le processus initié virtuellement, de soutenir

les solutions locales et de faire face aux défis de la crise haïtienne, marquée par l'inaction du gouvernement face au gangstérisme du pays et son appel à une nouvelle intervention étrangère, en opposition directe avec la volonté populaire d'une transition démocratique et participative.

Cette mission a non seulement renforcé les liens du mouvement avec Haïti, mais a également contribué à l'élaboration d'une stratégie à court et moyen terme pour faire face aux menaces qui pèsent sur la souveraineté haïtienne. Elle a également facilité la création de nouvelles alliances avec d'autres organisations paysannes et de la société civile activement impliquées dans les processus de base en Haïti.



Délégation de la Via Campesina lors de la mission de solidarité au Cinquantième congrès du MPP, ayant eu lieu du 5 au 11 août 2023 en Haïti

La Via Campesina a renforcé sa stratégie de solidarité avec les organisations membres en Haïti en réponse à l'intensification de la crise sécuritaire et à la menace d'une nouvelle intervention étrangère, sous le contrôle des États-Unis et l'implication du gouvernement kenyan et de sa police. Dans le cadre de ce processus, une mission de solidarité a été organisée en août 2023, coïncidant avec le 50^{ème} anniversaire du mouvement paysan Papayes (MPP) organisé du 5 au 11 août 2023. Le MPP, membre de La Via Campesina depuis trois décennies, a réuni plus de 1500 délégué·es, dont des représentant·es de Tet Kole et du Mouvement Peyizan Nasyonal Papay (MPNKP), d'autres organisations membres de La Via Campesina en Haïti.

Encadré 14 : La collaboration entre membres de la Via Campesina au Kenya, République Dominicaine et en Haïti

Le processus entamé en Haïti nous a conduit à articuler les luttes des organisations paysannes de La Via Campesina au Kenya, en République dominicaine et en Haïti contre l'intervention de la police kenyane. Grâce à des réunions virtuelles en septembre et octobre 2023, nous avons renforcé la collaboration, établi des liens, rédigé des messages clés et conçu un plan de campagne en ligne pour soutenir Haïti. Nous avons également identifié les interventions antérieures de la police kenyane et élaboré un argumentaire solide contre l'intervention en Haïti.

4.5 Solidarité face aux catastrophes naturelles et autres catastrophes causées par le changement climatique

La région arabe et l'Afrique du Nord a été touchée par des catastrophes naturelles en 2023 sous la forme de tremblements de terre en Turquie, en Syrie et au Maroc, et d'une tempête destructrice en Libye. En février, La Via Campesina a exprimé sa solidarité avec les communautés de Turquie et de Syrie touchées par les tremblements de terre dévastateurs. Au-delà de la solidarité, nous avons mobilisé des ressources pour soutenir la reconstruction des maisons et des moyens de subsistance des habitant·es de ces régions. En septembre, un tremblement de terre a frappé le Maroc, affectant des régions comme Rabat, Azila et jusqu'à Marrakech. Des milliers de vies ont été volées, d'autres blessées - la majorité des personnes touchées étaient des travailleur·euses paysan·es marginalisé·es, l'épine dorsale de nos systèmes alimentaires, historiquement négligé·es et laissé·es pour compte dans la marche vers un développement centré sur la ville.

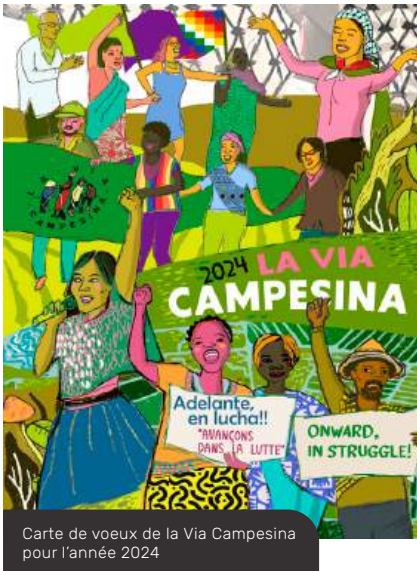
La Via Campesina a exprimé sa solidarité avec le peuple marocain et a appelé le gouvernement à soutenir les communautés rurales en leur fournissant davantage de ressources publiques. Au Maroc et en Turquie, nous avons soutenu la mobilisation des secours avec les organisations alliées.

En septembre, La Via Campesina a exprimé sa solidarité inébranlable avec le peuple libyen qui a été touché à Derna et dans les villages voisins par l'impact dévastateur de la tempête Daniel. Les catastrophes naturelles récurrentes sont fondamentalement enracinées dans le modèle de production capitaliste qui continue d'aggraver le changement climatique et la dégradation de l'environnement, intensifiant ainsi la gravité des catastrophes.



La population libyenne touchée à Derna et ses environs par la tempête dévastatrice Daniel.

5 TOURNE•ES VERS L'AVENIR



Carte de vœux de la Via Campesina pour l'année 2024

Renforcée par le succès et des résultats de la 8^{ème} conférence internationale ainsi que par les grandes victoires de 2023, La Via Campesina s'engage vers l'avenir avec détermination. En décembre, lors de la conférence, le mouvement paysan a élaboré un plan d'action

ambitieux mais fédérateur pour les quatre prochaines années, 2024-2028. Avec de nombreux mouvements alliés, face à l'aggravation des crises mondiales, nous avons consolidé notre engagement collectif à construire une convergence au niveau international pour assurer un meilleur avenir à l'humanité et à la planète dans la justice sociale, l'équité et la dignité. Nous sommes conscient·es des nombreux défis qui nous attendent. La situation de nombreux paysan·es est extrêmement critique. En Palestine, en Ukraine et au Soudan, les guerres tuent des dizaines de milliers de personnes et en déplacent des millions d'autres. En Haïti et en Afrique de l'Ouest, des groupes armés terrorisent les populations, souvent en lien avec des intérêts capitalistes et impérialistes. Partout, la crise climatique s'aggrave d'année en année et les populations doivent faire face à ses conséquences dramatiques : sécheresses, inondations, tempêtes violentes, canicules, etc. Les partis politiques d'extrême droite ont pris le pouvoir dans plusieurs pays, aggravant encore la souffrance des personnes racisées, de toutes celles et ceux qui ne rentrent pas dans le moule, et des travailleur·euses pauvres en général. L'accaparement des terres, de l'eau et des semences est souvent aggravé par les politiques dites vertes, qui privilégient les intérêts des multinationales au détriment des droits des populations et de la planète. La Via Campesina, avec d'autres mouvements sociaux, a des réponses concrètes et réalistes à offrir à cette crise multidimensionnelle : souveraineté alimentaire, féminisme populaire paysan, redistribution

des richesses, fin de l'extractivisme, économie sociale et solidaire, agroécologie paysanne, droits des paysan·es et droits de l'homme. Les mouvements sociaux ont donc le devoir de s'organiser pour résister et porter l'espoir de la paix, de la justice et de la réconciliation avec la Terre Mère. C'est dans cet esprit que La Via Campesina propose, en collaboration avec ses principaux alliés·es, de lancer un processus d'engagement international des principaux mouvements sociaux du monde - mouvements féministes, mouvements pacifistes, mouvements des peuples indigènes, mouvements antiracistes, mouvements de jeunesse, mouvements anti-impérialistes, mouvements environnementaux, mouvements pour la santé, mouvements pour le droit au logement, syndicats de travailleurs, etc. pour décider et définir collectivement des domaines de travail, des priorités d'action et un agenda commun capable de lancer des réponses structurées au niveau mondial.

En 2024, en tant que mouvement, nous cheminons vers l'avenir en nous appuyant sur quatre piliers principaux :

1. **Construire l'unité dans la diversité** : Notre mouvement mondial vise à créer l'unité entre les organisations paysannes et les organisations de la classe ouvrière du monde entier.
2. **Construire la solidarité** : En tant que valeur humaine fondamentale, au-delà des difficultés occasionnelles, elle doit être motivée et cultivée en permanence. Elle va au-delà d'un jour, d'une campagne.
3. **Être la voix des paysan·es et des travailleur·euses ruraux. Lutter avec elles et eux au niveau international** : Avec notre mouvement mondial, nous prenons notre espace, nous faisons reconnaître le rôle crucial des paysan·es et nous nous représentons dans les espaces décisionnels officiels internationaux.
4. **Lutter ensemble au niveau international pour défendre les paysan·es et changer le monde** : La crise multidimensionnelle à laquelle nous sommes confronté·es aujourd'hui signifie que ces défis doivent être relevés collectivement à tous les niveaux. C'est la raison pour laquelle la Via Campesina met en œuvre des luttes communes au niveau mondial pour défendre les paysan·es et les travailleur·euses ruraux et pour permettre des changements systémiques contre le capitalisme, le patriarcat, le racisme, l'impérialisme et l'extractivisme.

La Via Campesina, fondée en 1993, rassemble plus de 200 millions de personnes : paysan·nes, travailleur·euses sans terre, peuples autochtones, éleveur·euses, pêcheur·euses, travailleur·euses agricoles migrant·es, femmes rurales, jeunes paysan·nes, ainsi que des personnes de la diversité sexuelle et de genre.

Ce mouvement international regroupe 180 organisations locales et nationales dans 81 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe, des Amériques et d'Océanie. Il s'agit d'un mouvement autonome, pluraliste et multiculturel, indépendant de tout parti politique et de toute affiliation économique. Nos luttes reposent sur les principes d'unité et de solidarité afin de défendre l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire.

LA VIA CAMPESINA

Mouvement Paysan Mondial

Secrétariat international

104 rue Robespierre, FR-93170
Bagnolet, France

Email: viacampesina@viacampesina.org
Website: www.viacampesina.org

Facebook
[ViaCampesinaOfficial](https://www.facebook.com/ViaCampesinaOfficial)

Pour les demandes de
renseignements des médias :
press@viacampesina.org

Instagram : [@la_via_campesina_official](https://www.instagram.com/@la_via_campesina_official)
Chaîne Télégramme : <https://t.me/lvcstruggles>

X
[@via_campesina](https://twitter.com/@via_campesina)
[@via_campesinaSP](https://twitter.com/@via_campesinaSP)
[@viacampesinaFR](https://twitter.com/@viacampesinaFR)